INPRECOR

Correspondance de presse internationale

Numéro 286
17 avril 1989

LIBAN
La "guerre de libération" du général Aoun

BRESIL
Métallo président ?

INDONESIE
Anatomie d'un régime

NICARAGUA
Entre base et pouvoir

PAYS BASQUE
Leur paix et la nôtre

15 FF - 4 FS - 85 FB

ITALIE : Mutations à gauche

Achille Ochetto, secrétaire général du Parti communiste italien

INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée
sous la responsabilité du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.
Editée par Presse-Edition-Communication (PEC) .
Administration : 2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France.
Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission
paritaire numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516.
Imprimé par Rotographie.

SOMMAIRE DU NUMERO 286
Du 17 avril 1989

3 **ITALIE**
Cours nouveau pour le PCI ?
Livio MAITAN
6 Processus d'unification
dans l'extrême gauche
DOCUMENT
8 Entretien avec le secrétaire général
de Democrazia proletaria
DOCUMENT

9 **ETAT ESPAGNOL**
Leur paix et la nôtre
COMBATE

11 **LIBAN**
Le carnage continue
Interview de Salah JABER

14 **INDONESIE**
Anatomie d'un régime
SUBAKAT

20 **BRESIL**
Métallo président ?
Daniel BENSAID
21 Quel gouvernement, quel programme ?
EM TEMPO

23 **NICARAGUA**
Vers le dixième anniversaire
LA BRECHE
24 Entre base et pouvoir
Luis SERRA

27 **SRI LANKA : Colvin R. De Siiva est mort ; COLOMBIE : Rapport accablant des Nations-Unies ; SENEGAL : Le régime de plus en plus isolé ; EUROPE : Ah, les beaux salaires !**

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat
unifié de la IVe Internationale.

Vient de paraître !
Collection 1988 d'*Inprecor*

Disponible à la librairie La Brèche :
9 rue de Tunis, Paris 11è
Pour toute commande, s'adresser à PEC,
2 rue Richard Lenoir, 93 101 Montreuil, France

ABONNEMENT
24 NUMEROS PAR AN

Nom - Prénom .....

Numéro et Rue .....

Commune .....

Code postal ..... Pays .....

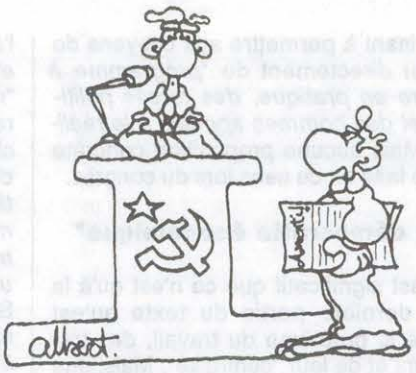
Abonnement ❑ Réabonnement ❑

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC",
à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris,
93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris

- Abonnement tous pays (voie de surface) :
140 francs pour six mois . 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient, DOM-TOM) :
155 francs pour six mois . 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :
180 francs pour six mois . 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
Autres pays (voie de surface) :
215 francs pour six mois. 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

Diffusé dans les librairies par Diffusion Populaire
- 14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS -
Tél : 45.32.06.23

Cours nouveau pour le PCI ?



LE XVIIIe CONGRES du Parti communiste italien (PCI) s'est réuni à Rome, du 18 au 22 mars dernier. 1 039 délégués y ont participé (dont 1 042 élus par les congrès provinciaux), en représentation d'un peu moins d'un million et demi de membres. 270 délégués dits "extérieurs" (non membres du parti, avec droit de parole mais non de vote) étaient également présents. Les femmes représentaient 34% des délégués, contre 28% des membres. Le texte minoritaire d'Armando Cossutta, vieux dirigeant des années 50, a été repoussé avec seulement 21 voix pour, et 7 abstentions. L'élection du Comité central (CC) a eu lieu à bulletin secret. Ce sont surtout les représentants les plus connus de la droite qui ont vu leurs noms rayés par les congressistes (par exemple Lama, ancien dirigeant de la Confédération générale italienne du travail (CGIL), a eu 103 voix contre et 143 abstentions, sur un total de 837 votants).
Selon le Secrétaire général, Achille Ochetto, ce XVIIIe Congrès a marqué un tournant du PCI, en impulsant un "cours nouveau" à ce parti, en perte de vitesse au niveau électoral (1).

Livio MAITAN

POUR SAVOIR si le XVIIIe Congrès du PCI a marqué un tournant, comme le prétendent ses dirigeants, il faut d'abord analyser le texte que le Comité central du parti avait adopté fin novem-bre de l'année dernière, et qui a été finalement approuvé à une très grande majorité par le Congrès.

Le facteur Gorbatchev

Les sections de ce texte qui concernent la situation internationale, relancent des conceptions qui avaient été développées précédemment, en tenant compte dans une large mesure, des idées développées par le nouveau groupe dirigeant de l'Union soviétique. Il s'agit en premier lieu du concept de l'interdépendance. Selon le texte, on doit passer *"d'une phase marquée par la division et la compétition bipolaire, à une phase reconnaissant le lien de l'interdépendance"*. En fait, *"un renversement de tendance radical"* se serait produit dans les rapports internationaux. Tout cela confirmerait, par ailleurs, la justesse de la perspective d'*"un gouvernement mondial"* dont avait déjà parlé Berlinguer, et donc *"de la nécessité d'institutions internationales efficientes et démocratiques, capables d'orienter et de contrôler les choix des grands centres de pouvoir économique et financier. Dans ce sens, il faut soutenir au maximum l'ONU et les autres organisations qui font partie de la famille des Nations unies"*. En ce qui concerne plus particulièrement l'Europe, le texte insiste sur la nécessité d'*"une réforme institutionnelle de la Communauté qui affirme la souveraineté du peuple européen"* de même que sur *"la définition, la construction et l'affirmation d'un espace social européen"*.

La deuxième partie du texte, concernant les problèmes intérieurs, est centrée sur l'idée que *"le système politique et institutionnel de la République est entré, depuis quelques années, dans une phase de crise"*. Cette crise ne saurait être résolue par le maintien ou par le replâtrage de la coalition gouvernementale actuelle, axée sur la collaboration entre la Démocratie chrétienne (DC) et le Parti socialiste (PSI). La perspective qu'il faudrait dès lors avancer, serait celle de l'"alternative". C'est justement sur ce terrain qu'une orientation nouvelle ou partiellement nouvelle se dessine.

En effet, le PCI avait déjà commencé à parler d'alternative ("alternative démocratique"), il y a une dizaine d'années, après avoir abandonné l'orientation d'union nationale. Mais l'interprétation de son contenu était loin de faire l'unanimité, y compris parmi les membres de la direction du Parti. Maintenant, on semble s'accorder pour expliquer que *"la stratégie de compromis historique est définitivement derrière nous"* et que l'alternative est une alternative à la Démocratie chrétienne et à son régime politique. Pour la réaliser, le PCI doit œuvrer dans le but de *"déterminer un changement dans la ligne politique du PSI"*, sans la collaboration duquel l'alternative ne pourrait être sérieusement envisagée.

En matière d'innovations terminologiques, les dirigeants du PCI ont toujours été très compétitifs et Occhetto respecte la tradition : le nouveau leitmotiv est le *"riformismo forte"* ("réformisme fort").

"Riformismo forte"

A ce propos, le document du congrès affirme que la *"gauche doit repenser ses idées-forces"*, c'est-à-dire : *"La liberté en tant que jouissance de la pluralité et la variété des biens (matériels et immatériels), dont aucun citoyen, homme ou femme, ne doit être exclu ; l'égalité des droits, des possibilités d'accéder à la culture, à la formation, à l'information, aux biens et services, sans que les différences soient annulées, mais au contraire, en les garantissant ; le travail, dans le cadre d'une transformation radicale du rapport entre l'homme et la nature, le développement et les ressources, la production et la reproduction, le temps de travail et le temps de vie ; la solidarité comme élément de l'autonomie morale et de la sociabilité des individus ; la valeur de la différence sexuelle en tant qu'affirmation pleine de la liberté des femmes"*.

Au-delà de proclamations si générales — dont l'originalité est au moins contestable — le "réformisme fort" se place surtout à cette étape, sur le terrain des réformes institutionnelles, à ce propos, la discussion dure déjà depuis des années, mais le seul changement introduit jusqu'ici, a été la limitation du vote secret au parlement. Le PCI lui-même n'a pas beaucoup progressé en ce domaine. Il a renoncé, dès le début, à se battre pour la seule réforme qui pourrait améliorer un tant soit peu le fonctionnement des institutions parlementaires, c'est-à-dire l'abolition d'un bicaméralisme absolument paralysant. Le PCI explique que la "démarche décisive" réside maintenant dans une réforme de la loi électo-

1) Seulement 26,6% aux précédentes élections législatives de 1987. Voir *Inprecor* numéro 247, du 13 juillet 1987.

rale, visant à permettre aux citoyens de décider directement du *"programme à traduire en pratique, des forces politiques et des hommes appelés à le réaliser"*. Mais aucune proposition concrète n'a été faite en ce sens lors du congrès.

"La démocratie économique"

Il est significatif que ce n'est qu'à la toute dernière partie du texte qu'est abordé le problème du travail, des travailleurs et de leur "centralité". Mais, une fois de plus, on ne va pas au delà des généralités ou, dans le meilleur des cas, de revendications démocratiques que personne ne saurait, en principe, contester. Mais pas question de la moindre allusion à une quelconque dynamique anticapitaliste des luttes à mener. Le but de la "démocratie économique", qui est présentée comme un autre objectif du "réformisme fort", est, par ailleurs, synthétisé comme suit :

"La démocratie économique représente une nouvelle frontière de la démocratie politique et son extension dans la sphère des pouvoirs sociaux. Elle doit aborder différents terrains : réforme de l'Etat social ; démocratisation de l'entreprise ; redistribution des revenus, de la richesse et de la propriété ; création de formes d'entreprises nouvelles. La lutte pour la démocratie économique doit se caractériser comme croissance des possibilités d'accès, de la part des travailleurs, à la connaissance et à la gestion des transformations de l'entreprise et de leurs implications sociales et humaines".

De tels propos pourraient être partagés par les démocrates libéraux et même par des entrepreneurs vaguement progressistes. Cela, d'autant plus que le texte ajoute que tous ces objectifs doivent être conçus dans le cadre d'une orientation économique *"dont le premier objectif doit être l'élargissement de la base productive et le renforcement de productivité d'ensemble du système"*.

Lors du congrès, ni le rapport, ni les conclusions d'Occhetto n'ont introduit de changements ou d'éléments nouveaux. Preuve en est le passage suivant, extrait du rapport et de l'une de ses conclusions, qui illustre encore mieux l'approche réformiste gradualiste du PCI et l'inconsistance de ses réponses "nouvelles". En abordant le problème du rapport entre l'Etat et le marché, Occhetto se tire d'affaire en disant : *"nous dépassons la vieille querelle sur la question de savoir s'il faut plus de marché, et moins d'Etat. Nous changeons les termes du problème en affirmant qu'il faut un Etat meilleur et un marché meilleur"*. Sa synthèse sur son approche, pour ainsi dire, stratégique, est tout aussi éloquente :*"la tâche d'une force comme la nôtre, inspirée par un fort idéal socialiste, est d'œuvrer dans notre société, pour notre société, non pas dans le but de lui imposer un autre modèle, mais pour la transformer, pour la gouverner en suivant le chemin d'un développement qui soit supportable et en étant disponibles à la collaboration avec d'autres régions et systèmes du monde"*.

En réalité, s'il y a du "neuf" par rapport au congrès précédent, c'est dans la disparition de toute approche classiste, aussi bien sur le terrain de l'analyse, que sur celui de l'orientation. Non seulement le PCI ne se présente plus comme le parti de la classe ouvrière ou des travailleurs, mais même l'expression plus générale de "mouvement ouvrier" n'est plus utilisée (si les comptes-rendus sont exacts, elle n'est revenue que dans le message de Gorbatchev). Cossutta a donc eu raison d'affirmer que le parti *"s'achemine vers un rivage libéral-démocrate"*. En fait, ce rivage a déjà été atteint.

Un débat plus terne

De même que le débat préparatoire dans la presse du parti (2), le débat au congrès a été moins animé et conflictuel qu'au congrès de 1986. La droite, somme toute, avait de bonnes raisons d'être satisfaite, notamment dans la mesure où l'intégration dans la "gauche européenne" est désormais parachevée et que toute idée de "troisième force" est explicitement abandonnée (3). Certains de ses partisans (comme par exemple, Macaluso, membre de la direction) ont certes exprimé des réserves — notamment sur la façon d'aborder le problème des rapports avec le Parti socialiste — mais il s'agit, du moins pour l'instant, de différenciations tout à fait secondaires.

Quant à la gauche la plus traditionnelle, elle s'est tout simplement évaporée. Son principal représentant, Pietro Ingrao, a donné son soutien explicite, aussi bien au texte du Comité central qu'au rapport d'Occhetto, en se limitant à mettre l'accent sur certains thèmes ("nouvel internationalisme", c'est-à-dire de bons rapports avec tout le monde ; différences sexuelles ; etc.) et à demander au parti de ne pas renoncer *"à sa critique active, laborieuse, à l'égard du système de production capitaliste"*. Quant aux anciens du Manifesto (4), Magri a adopté un profil extrêmement bas et Luciana Castellina, qui avait mené une bataille sur un amendement significatif en matière de politique internationale, au congrès précédent (5), n'a même pas pris la parole.

Et ceux qui veulent rester communistes ?

Ainsi, le groupe d'Armando Cossutta, qui avait présenté cette fois, un texte alternatif, est resté le seul à se battre contre l'écrasante majorité du Comité central et du congrès. Une partie de la presse internationale a surtout attiré l'attention sur la conclusion de son intervention : *"Est-ce qu'après ce congrès, il y a encore la place pour ceux qui, en s'opposant loyalement à la mutation génétique du parti, veulent continuer à être communistes ?"* (6) Cette radicalisation de langage et d'attitude n'est pas allée de pair, toutefois, avec une évolution des conceptions de Cossutta et de ses camarades dont la faiblesse intrinsèque reste leur approche fondamentalement réformiste et leur point de référence est toujours le parti de l'époque de Togliatti. Par ailleurs, ils peuvent se réjouir de l'évolution récente de l'Union soviétique, qui prouverait, selon eux, qu'ils avaient raison de s'opposer, au début des années 80, au "strappo" (déchirure). Toujours est-il que Gorbatchev ne leur prête pas la moindre attention, et qu'aussi bien dans une rencontre récente, que dans son message spectaculaire au congrès, il a exprimé son soutien à Occhetto de la façon la plus explicite (7). Finalement, il faut ajouter qu'à la réunion du Comité central qui a eu lieu immédiatement après le congrès, Cossutta a voté pour l'élection d'Occhetto comme secrétaire général, en expliquant que sa confiance en lui *"était indiscutable"*.

Les données statistiques indiquent clairement que les femmes jouent, dans le PCI, un rôle de plus en plus important, ce qui représente pour le parti un acquis incontestablement positif. La proportion de femmes au CC, par exemple, est pas-

2) Le débat écrit, qui a duré un peu plus de deux mois, dans le quotidien *l'Unita* et l'hebdomadaire *Rinascita* n'a permis que la parution d'un nombre limité de contributions, bien que des centaines d'autres soient arrivées aux rédactions. Il a été beaucoup moins intéressant qu'à d'autres occasions. Pour le débat précédent le XVIIe congrès, voir *Inprecor*, numéro 211 du 20 janvier 1986.

3) Lama, l'ancien dirigeant de la CGIL, a salué de façon particulièrement chaleureuse l'abandon de la thèse — berlinguérienne — de la troisième voie. Un autre droitier, le président des coopératives, Turci, a loué Occhetto, pour "son courage, son intelligence et sa souplesse".

4) Le courant Il Manifesto, scission de gauche du PCI, en 1969 sous la poussée des mouvements sociaux et de l'extrême-gauche, a réintégré le PCI par la suite.

5) Voire à ce sujet notre article sur le congrès de 1986, publié dans *Inprecor*, numéro 219, du 12 mai 1986.

6) Il est piquant que le quotidien bourgeois le plus représentatif le *Corrire della Sera*, a pour sa part, répondu non.

7) Gorbatchev est apparu au congrès sur un écran géant, pour lire son message. Il a attribué à Occhetto l'idée de transmettre son message par "ce moyen inhabituel".

sée de 18 à 31%. Les dirigeants du PCI ont accepté, sans réserve ni distinction, la "philosophie" de la différence sexuelle. C'est une attitude fondamentalement opportuniste, confirmée par le fait que, le plus souvent, on n'explique pas beaucoup de quoi il s'agit, et qu'on se contente de donner des interprétations éliptiques, qui ne devraient pas satisfaire les partisanes les plus radicales de cette "philosophie".

Le débat sur les femmes

Comme il fallait s'y attendre, la plupart des femmes qui sont intervenues dans le débat, ont abordé cette problématique. Mais elles n'ont pas avancé une idée plus précise de leurs conceptions, se limitant le plus souvent à des rappels très généraux. Lorsqu'elles se sont efforcées de traduire leurs conceptions dans des revendications, elles ont exprimé des aspirations démocratiques qui n'apparaissent pas nécessairement liées à la théorie de la différence. Livia Turco, l'une des dirigeantes les plus connues, et membre du secrétariat du parti, a résumé comme suit, les thèmes que les femmes communistes proposent :

1) défense du contenu éthique du principe d'autodétermination des femmes en ce qui concerne la sexualité et la procréation ; prévention de l'avortement ; valorisation des choix de maternité ;

2) reconnaissance des droits des travailleuses ;

3) réforme de l'Etat social...

La discussion sur la problématique féministe a cependant permis au PCI de donner une preuve supplémentaire de son œcuménisme. Il a donné la parole lors du congrès, à Luce Irigaray (8), qui est plus que jamais disposée à collaborer avec le PCI, en confirmant ainsi que ce parti et ses conceptions peuvent bien s'accomoder avec des orientations politiques ultraréformistes.

L'une des nouveauté du XVIIIe congrès a été l'adoption de statuts qui sont l'aboutissement d'une évolution de longue date, et représentent un effort pour accorder davantage les formes statutaires à la réalité de l'organisation. Le titre du quotidien du parti, annonçant le vote du congrès à ce sujet, est d'ailleurs très éloquent :*"Centralisme démocratique, adieu !"* Toujours est-il que le PCI insiste sur la mystification traditionnelle qui confond centralisme démocratique et centralisme bureaucratique, en attribuant au premier tous les traits antidémocratiques qui sont le propre du deuxième.

Mais il faut reconnaître aux auteurs et présentateurs de ces statuts le mérite d'être allés, du point de vue de la justification théorique, plus loin que des partis sociaux démocrates intégrés depuis un siècle dans les institutions bourgeoises. En effet, l'un des plus proches collaborateurs d'Occhetto, Fassino, a déclaré que les nouveaux statuts correspondent à *"un modèle qui s'inspire de celui de l'Etat démocratique de droit"*. On a également expliqué que *"les statuts introduisent une nouvelle constitution des pouvoirs, inspirée du modèle parlementaire... Le Comité central est conçu comme Chambre des députés, la direction comme un gouvernement, le secrétariat comme le bureau du président du Conseil des ministres et on introduit la figure de président du Comité central"*.

Si l'on pend en compte que le PCI s'est déclaré favorable au renforcement des pouvoirs du Premier ministre, il en découle que son secrétaire devrait jouer un rôle absolument prépondérant au sein de la direction. Il est vrai que l'*Unita* a déjà présenté le PCI comme *"le parti d'Occhetto..."* Il faut préciser que les nouveaux statuts, tout en fixant une série de garanties pour les minorités, continuent d'exclure le droit de tendance. En fait, Cossutta s'est plaint lui-même des normes en vigueur pour le congrès, qui ont fait que son document n'a pu être soumis au vote que dans un nombre très limité de sections (dans lesquelles, il aurait eu, selon lui, 26% des voix).

Ensuite, un véritable barrage a été élevé au congrès contre des résolutions et des amendements votés par des congrès provinciaux que la direction sortante n'était pas prête à accepter. Le cas le plus grave a été celui d'amendements adoptés par 16 fédérations et qui se prononçaient pour la suppression du concordat entre le Vatican et l'Etat italien, dont l'origine remonte à l'époque du fascisme. Finalement, on a imposé un texte élusif, par une manœuvre qui a provoqué le mécontentement d'une série de délégués (l'ancien secrétaire Natta s'est lui-même abstenu).

Le vote secret

En revanche, la direction sortante (ou sa majorité) ne l'a pas emporté, sur la question du vote secret. Ceux qui voulaient le subordonner, dans tous les cas de figure, à la demande d'un certain nombre de délégués (entre 10 et 20%) ont été battus. Il a été décidé que l'élection des dirigeants lors du congrès se ferait par bulletin secret, si au moins 10% de délégués le demandent, et que l'élection d'organismes dirigeants par le Comité central, les Comités régionaux et provinciaux et l'élection des organismes de contrôle, se ferait impérativement par vote secret. Ceux qui voulaient que le vote secret ne soit possible que sur demande expresse de 10% (ou 20%) des délégués ont donc été battus. Il reste à voir si cette mesure permettra de mettre fin à une pratique selon laquelle les élections aux organismes dirigeants correspondaient essentiellement à des cooptations.

Fusion avec le PSI ?

Finalement, le nouveau Comité central correspond effectivement aussi bien à l'esprit des statuts qu'à la réalité et au rôle du parti. Il est composé maintenant de 300 membres — un véritable Parlement ! — et il inclut tous les secrétaires régionaux (une vingtaine), 67 secrétaires provinciaux, une cinquantaine de députés et une dizaine de maires. Il n'est pas difficile d'imaginer qui aura plus de poids dans cette nébuleuse : ce ne sera certainement pas le petit groupe de travailleurs qui ont été élus (seuls deux ouvriers ont pris la parole au congrès).

Dans la période qui a précédé le congrès, des débats très vifs se sont déroulés sur la question de savoir si le PCI entrerait dans le groupe socialiste au Parlement européen et s'il s'unifirait avec le PSI. Le secrétaire de celui-ci, Martelli, un manœuvrier ultra-opportuniste peu soucieux des principes, avait lancé l'idée d'une "maison commune" des communistes et des socialistes, pour l'échéance de 1992. Occhetto lui avait répondu : *"pourquoi pas avant, si possible ?"*

Il serait tout a fait erroné de poser le problème en termes purement idéologiques ou pragmatiques. Il est incontestable que les raisons qui furent à l'origine de la scission du vieux parti socialiste en 1921 ne subsistent plus aujourd'hui (9). Le PCI ne se distingue nullement des

8) Irigaray, psychanalyste, auteur de livres sur les femmes, avait fait éloge, en septembre dernier, de la fête nationale de l'*Unita*, et avait dit, entre autre que *"l'amour est la seule réponse à toutes les maladies physiques et morales de notre temps"*.

partis sociaux-démocrates, ni du PSI lui-même. Mais il n'en découle pas nécessairement qu'une unification est à l'ordre du jour.

En fait, le PSI ne semble pas avoir l'intention, pour l'instant, de changer son orientation qui vise à exploiter toutes les marges de manœuvre dont il dispose entre la Démocratie chrétienne (DC) et le PCI, et à maintenir sa place au gouvernement, avec tout ce que cela implique en termes d'occupation de postes à tous les niveaux, en s'opposant en même temps à la DC, majoritaire au sein de la coalition gouvernementale. Il estime que cette politique a été payante et qu'elle pourra l'être encore pendant un certain temps. Qui plus est, il est convaincu que le rapport de force au sein du mouvement ouvrier peut évoluer davantage en sa faveur et que donc, l'unification éventuelle pourrait se faire dans des conditions plus favorables de son point de vue, lors d'un prochain congrès.

Les manœuvres de Craxi

Cela explique pourquoi le dirigeant du PSI, Craxi, a saboté la rencontre d'une délégation du PCI avec le groupe socialiste européen, dont la date avait pourtant été fixée apparemment, avec son propre accord. Cela explique pourquoi il a donné un jugement très négatif sur le congrès du PCI, en insinuant que celui-ci n'avait rompu que très partiellement avec son passé (ce qui n'est pas l'avis de la quasi totalité des observateurs bourgeois, qu'ils soient favorables ou non à l'entrée du PCI dans le giron du gouvernement).

Dans ces conditions — qui pouvaient être envisagées bien avant le congrès — le PCI est obligé de se défendre en réaffirmant sa propre identité, dans le but, notamment, d'éviter un nouveau déclin électoral et un changement plus radical du rapport de forces à la faveur des socialistes. C'est pourquoi un leitmotiv du congrès a été la proclamation de son autonomie, dans un esprit de patriotisme de parti qu'il semblait avoir oublié. Occhetto s'est efforcé d'exprimer tout cela et apparemment il a réussi, si l'on juge des réactions qu'il a provoquées presque unanimement dans le parti. Cet effet sera-t-il durable? C'est une toute autre affaire.

Dans ce sens, les élections européennes du mois de juin seront, pour le PCI — de même que pour le PSI — un test important. ■

6 avril 1989

9) En 1921, les communistes ont scissionné du Parti socialiste sur la question de l'adhésion à la troisième Internationale, et des fameuses "21 conditions" imposées par celle-ci. Contrairement à ce qui s'est passé au congrès de Tours, en France, la scission communiste était minoritaire (près d'un tiers des membres).

Processus d'unification dans l'extrême gauche

DES POURPARLERS ont commencé vers la fin de l'année dernière, entre Democrazia proletaria l'une des formations les plus significatives de la gauche non-traditionnelle d'Europe occidentale (sur DP, voir *Inprecor* numéro 267, du 6 janvier 1988), et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section italienne de la IVe Internationale. Ces pourparlers avaient pour but d'explorer les possibilités d'une entrée collective des militants de la LCR dans DP.
L'évolution de ces discussions étant positive, le Congrès de février 1989 de la LCR, s'est prononcé à une très large majorité, en faveur de l'entrée dans DP. Fin mars, l'Assemblée des délégués de DP prenait une décision analogue et chargeait sa direction de concrétiser l'unification avant les élections européennes de juin.
A l'heure actuelle, les discussions sur les conditions organisationnelles de l'entrée de la LCR dans DP se poursuivent. Nous publions ci-dessous de larges extraits de la résolution votée par le congrès de la LCR et publiée dans le numéro de mars de *Bandiera rossa*, l'organe de la LCR.

DOCUMENT

DEMOCRAZIA proletaria est une force qui a joué un rôle positif dans la gauche italienne, dans la mesure où elle réussit à maintenir des secteurs importants de militants à gauche, sur la base de références au marxisme et à des conceptions alternatives et classistes. DP traverse une crise d'identité et de projet qui pourrait disperser ce patrimoine précieux de militantisme si les discussions qui en découlent ne trouvaient pas de solution à temps.

DP a organisé une partie significative des militants qui ont vécu l'expérience des luttes des années 70, ainsi que des secteurs de la jeunesse radicalisée, d'écologistes et de pacifistes, issus des luttes sociales et des mouvements de masse des années 80. Elle a ainsi contribué à animer des batailles politiques importantes sur le terrain de la défense des intérêts des travailleurs, de la défense des droits démocratiques, de la lutte antinucléaire et antimilitariste.

Un projet en crise

L'identité de DP, fondée sur ces terrains, a été essentielle comme expérience de participation à un projet de transformation radicale pour les secteurs qui en ont été les protagonistes et a été inspiré par l'effort de faire apparaître une alternative à la politique néfaste du Parti communiste (PCI). Mais ce projet est entré lui-même en crise parce qu'il s'est avéré incapable d'aborder les principaux problèmes de stratégie et de programme que posait la faillite de la gauche traditionnelle.

Le débat de grande portée qui s'est ouvert dans DP, doit être développé jusqu'au bout et d'une façon conséquente, en abordant justement ces problèmes. C'est la condition pour que cette organisation puisse contrecarrer les tendances à la désintégration qui la parcourent. Ce débat porte dès maintenant, sur le problème du parti, car seule une redéfinition du projet du parti que l'on veut construire pourrait réactiver les énergies, relancer l'initiative et recomposer des forces militantes.

C'est pourquoi, le Congrès national de la LCR se fixe comme objectif central d'œuvrer dans le sens d'une recomposition des forces qui se réclament toujours du marxisme et de la lutte de classe, et qui sont disposées à travailler pour construire une alternative révolutionnaire et anticapitaliste. Dans ce cadre, il avance la proposition d'unification avec DP, sous forme d'une intégration collective de la LCR dans DP, conçue comme une étape d'un processus plus large, comme un instrument pour le réalignement à gauche des forces potentiellement classistes, que la crise est en train de condamner à une dérive et à l'inaction.

Le projet d'unification

Un projet d'unification permettant de combiner l'expérience et la recherche politique, le radicalisme social et l'image de DP, et le patrimoine d'expériences, d'initiatives et de militantisme de la LCR, peut démontrer à ceux et celles qui ne veulent pas cesser de militer, qu'il est possible de contrecarrer le processus d'adaptation au système en cours dans la gauche. Sur la base d'une identité de classe et révolutionnaire, on peut construire un projet d'alternative, capable d'aborder les contradictions nouvelles et anciennes, dans les syndicats et dans la lutte pour l'emploi, dans les batailles pour l'émancipation des masses du Mezzogiorno, (le Sud, la région la plus pauvre) dans les luttes sociales, contre le réarmement et l'impérialisme, dans la lutte antiraciste, pour la défense de l'environnement, dans les mobilisations des jeunes et des femmes. En l'absence d'une intervention subjective efficace, ces contradictions n'avaient pu être surmontées d'une façon positive.

Ce projet d'unification pourra, en outre, constituer un levier important d'une intervention de clarification et de rassemblement, en offrant un point de référence alternatif à ceux qui dans le PC, aspirent toujours au changement et au socialisme, en refusant le nouveau cours libéral-démocrate d'Occhetto. Certes, il ne s'agit pas encore d'une réponse stratégique globale à la hauteur des problèmes et des défis auxquels la gauche et le mouvement ouvrier doivent faire face. Il ne s'agit que d'un premier élément important d'une telle stratégie, visant à endiguer la crise, arrêter le désarroi politique et idéologique, rétablir clairement le terrain d'une initiative de classe, relancer la réflexion sur les problèmes fondamentaux.

La LCR vient de faire une expérience politique et organisationnelle positive, qui lui a permis dans les dernières années d'accroître sa force, d'améliorer son image et de vérifier les options stratégiques qui sont à la base de son programme et de son initiative politique.

Participer à la construction de DP

Le congrès fixe l'objectif de l'entrée collective dans DP parce qu'il est conscient de la portée de la crise de la gauche et des dangers d'une régression politique ultérieure que cela implique. Il le fait également parce que nous voulons investir nos forces, nos expériences, nos propositions programmatiques et notre lien avec la Quatrième Internationale, dans un projet de parti qui réponde plus efficacement aux problèmes d'aujourd'hui.

Par un tel choix, la LCR veut participer de plein droit au projet de construction de DP, en respectant ses statuts et ses mécanismes organisationnels. Mais, en renonçant à l'instrument indépendant utilisé jusqu'ici, les camarades qui proviennent de cette expérience n'abandonnent pas pour autant leur lien avec la Quatrième Internationale, parce que :

— celle-ci représente, dans le cadre du mouvement ouvrier contemporain, le seul instrument de liaison entre les expériences des mouvements révolutionnaires à l'échelle internationale. Pour DP, le fait de se mesurer à la Quatrième Internationale (sans que cela exclut la possibilité d'établir des rapports avec d'autres courants politiques de la gauche alternative), sera un stimulant pour définir le profil internationaliste qui est indispensable pour aborder d'une façon adéquate les problèmes posés par la lutte de classe, dans un monde où les classes dominantes ont accentué leur centralisation à l'échelle planétaire, tandis que les classes opprimées ont été poussées vers la fragmentation et le particularisme ;

— elle constitue un cadre de réflexion et d'initiative commun pour des organisations révolutionnaires qui sont confrontées à l'intégration capitaliste européenne. Il faut opposer à l'action de la bourgeoisie, l'unité et la coordination des luttes des travailleurs. L'action convergente de différents courants révolutionnaires pourra être un stimulant puissant dans cette direction, et déjà lors des prochaines élections européennes de juin, opposer au projet du capital et de ses gouvernements, le projet d'une Europe des travailleurs ;

— la compréhension de la nature de la crise des sociétés de l'Est, et des réponses possibles à cette crise, confirme l'actualité de notre patrimoine et notre programme politique. Ce sont là des instruments irremplaçables pour la construction d'une alternative communiste à la crise et à la faillite des forces traditionnelles du mouvement ouvrier occidental, et en même temps, d'une alternative authentiquement socialiste au pouvoir des classes dominantes dans les pays capitalistes et au pouvoir de la bureaucratie dans les pays du prétendu socialisme réel. ■

Bandiera rossa
Mars 1989

Entretien avec le secrétaire général de DP

AU LENDEMAIN du Congrès de la LCR, *Bandiera rossa* s'est entretenu avec Giovanni Russo Spena, secrétaire général de Democrazia proletaria, sur les perspectives de l'intégration des militants de la LCR dans DP. Nous en publions quelques extraits.

DOCUMENT

MON JUGEMENT sur les résultats du congrès de la LCR est très positif. Je voudrais rappeler, entre autres, que nous avions proposé une entrée collective de la LCR dans DP, il y a déjà quelques années de cela. Il ne s'agit pas uniquement de rechercher une simplification des formes politiques. Nous respectons beaucoup l'identité de toute organisation, aussi bien sur le terrain idéologique que sur le terrain politique.

Contre la fragmentation

Toutefois, dans la phase actuelle de crise de la gauche et de la gauche classiste elle-même, il nous semble positif que des expériences différentes, caractérisées les unes et les autres par leur grande dignité culturelle et intellectuelle, et la valeur de leur projet et de leur pratique politiques, s'unissent dans un seul effort collectif. Cela va à l'encontre de la désagrégation, la fragmentation et la confusion qui, faut-il le dire clairement, règnent à l'intérieur de la gauche italienne.(...)

Dans la prochaine période nous devrons faire face au cours nouveau du PCI, qui, dans un certain sens, pousse ce parti à surmonter son immobilisme amorphe de ces dernières années, en introduisant un élément de dynamisme. Certaines parties du texte majoritaire contiennent incontestablement des aspects intéressants et des éléments positifs qui pourraient permettre un travail commun : le thème de la différence sexuelle, la transformation du parti par rapport à la problématique féministe, le gros tournant vers le mouvement pour la défense de l'environnement.Toutefois, tout cela est intégré dans un cadre libéral-démocrate que nous ne partageons pas. (...)

Nous devons aussi prêter beaucoup plus d'attention à ce qui se passe dans le monde catholique et chrétien de base. Nous avons une très forte sensibilité sur ce point, mais nous devrions en parler plus, mieux apprécier les conséquences de la décision du dernier congrès de la Démocratie chrétienne, qui vise à continuer de gérer un appareil de pouvoir dans une phase de déclin de cette organisation, et nous efforcer de saisir davantage ses effets au niveau social.

Un grand débat va commencer également chez les écologistes — il s'est déjà ouvert, y compris à la suite de notre action — entre ceux qui pensent qu'il est possible de relancer un projet pour l'environnement qui soit objectivement anticapitaliste (critique du produit, de la qualité de l'emploi et de la production), et ceux qui placent l'expérience verte à l'intérieur du jeu politique et des processus purement institutionnels.

(...) Je l'ai déjà dit à d'autres occasions : pour DP, il ne s'agit pas d'envisager une entrée individuelle des militants de la LCR. Nous sommes intéressés à valoriser un patrimoine collectif, un groupe dirigeant, un ensemble de militants qui, tout en étant petit, est un élément important de l'histoire du mouvement communiste international et dans ce sens, si vous me permettez de le dire, est aussi un élément de l'histoire de DP, dans la mesure où il implique la lutte contre le stalinisme, c'est-à-dire contre les déformations bureaucratiques ou capitalistes d'Etat.

Pays de l'Est

Je ne veux pas aborder ici le problème de l'analyse des pays de l'Est, sur laquelle nous pourrions ne pas être complètement d'accord, et qui reflète un large débat développé par des chercheurs, dont Bettelheim, avec parfois des changements de position. Cette discussion n'est pas seulement historique et culturelle. Elle représente aussi un fait politique, comme vous le soulignez souvent, car elle implique des prises de position sur ce qui se passe maintenant dans les sociétés de l'Est, et donc, une appréciation du phénomène Gorbatchev, des forces sociales qui le soutiennent et de son aboutissement. Sur tout cela, nous devrons discuter ensemble. J'estime de toutes façons qu'il est de la plus grande importance de saisir la dynamique actuelle de la société soviétique, dont les résultats ne sont pas déterminés d'avance : il est possible que le résultat soit tout simplement une ouverture au marché occidental et à ses lois, mais il est possible également que se développe une dynamique sociale qui stimule et recompose des forces prolétariennes dans un sens révolutionnaire.

Il est important, selon moi, d'éviter que l'affiliation internationale des camarades de la LCR se transfère mécaniquement à l'intérieur de DP et qu'elle devienne un élément de séparation d'un corps restreint qui maintient sa propre structure organisée, à travers son affiliation internationale. Il faut éviter qu'il y ait une telle séparation, et que les anciens camarades de la LCR agissent, surtout aux moments les plus difficiles de la vie de l'organisation, comme un "groupe de pression" dans le débat. Je crois qu'on pourra trouver des solutions correspondant aux différents besoins.

Pas d'esprit de clocher

Il faut que les camarades de la LCR qui entreront dans DP, puissent participer de plein droit à la vie démocratique intérieure de DP et à son débat actuel, qui est assez riche et articulé et n'est pas si horrible que le prétend la presse bourgeoise. De larges marges de liberté de discussion et d'initiative existent. Il faut également que les camarades de la LCR s'intègrent dans les structures de décision de l'organisation, en respectant les règles du jeu fixées par les statuts et les décisions des groupes dirigeants.

Dans ce cadre, sur lequel les camarades de la LCR sont d'accord, je crois qu'il est possible, avec une générosité réciproque et en renonçant à tout esprit de clocher, de trouver une solution créatrice, politique et organisationnelle, au problème des liens internationaux, soit sous forme de publications et des instruments réels que DP offre, soit par la participation de DP à la vie de l'Internationale, sans que DP, dans son ensemble, y soit impliquée pour autant.

En ce qui nous concerne, et ce n'est ni un caprice, ni une tradition, nous n'estimons pas qu'il soit nécessaire, pour l'instant, de former une Internationale. En effet, nous estimons que les processus internationaux sont aujourd'hui très amples, que nos rapports doivent être plus articulés et impliquer des forces plus nombreuses que celles qui s'identifieraient avec une Internationale. A l'étape actuelle, nous maintiendrons cette ligne. Mais, dans ce cadre et avec une discipline collective, je crois qu'il sera possible que des camarades sauvegardent leur propre patrimoine historique, par le truchement de leur affiliation à l'Internationale. Nous allons trouver une solution, non sur un terrain pragmatique ou par des médiations, mais d'une façon politique. ■

Bandiera rossa
Mars 1989

Leur paix et la nôtre

LE 10 AVRIL DERNIER, le ministre de l'Intérieur de l'Etat espagnol annonçait la "rupture définitive" des conversations tenues à Alger entre le gouvernement de l'Etat espagnol et l'ETA militaire (1). A la fin mars, l'ETA avait annoncé la fin de la trêve initiée en janvier dernier, puis avait accusé le gouvernement espagnol de non respect des accords souscrits à Alger. Nous reprenons à partir de *Combate* , organe de la section de la IVe Internationale dans l'Etat espagnol, une analyse de la situation, à la veille de la rupture de ces pourparlers et alors que les forces politiques en présence venaient de s'exprimer au travers de manifestations de masse imposantes.

COMBATE

JUSQU'IL y a peu, le gouvernement refusait de s'asseoir autour de la table de négociation : sa politique se limitait à l'action policière et à la convocation de manifestations antiterroristes, ce qui donnait l'initiative à l'ETA et à Herri Batasuna (HB) (2) sur le terrain politique. Peu à peu, le gouvernement a modifié sa tactique et amélioré son efficacité répressive, surtout grâce à la collaboration de l'Etat français. Il a réussi à maintenir à flot le gouvernement de coalition nationaliste bourgeois à la tête du Pays basque et a pu présenter l'"œuvre accomplie" : santé, accord sur le déploiement de la Ertzantza (police basque), négociation d'investissements pour les routes, etc.

Droit à l'autodétermination

Le pacte de Ajuria-Enea (3) est un bloc de forces intégrées au système institutionnel et en accord avec la Constitution. Ces forces politiques basques représentées au Parlement proposent des modifications au Statut d'autonomie, tout en confiant au gouvernement central la tâche de négocier l'entrée de l'ETA et de HB dans le système, redéfini, en échange de l'amnistie. Grâce à cet accord, le gouvernement du Parti socialiste (PSOE) a pu arriver à la table des négociations d'Alger non seulement avec la force de son efficacité répressive, mais avec une certaine marge de manœuvre sur le terrain politique et, de plus, avec une certaine capacité de pression sur le pays hôte, surtout depuis "la révolte de la semoule" (voir *Inprecor* numéro 275 du 31 octobre 1988).

Avec la manifestation organisée par les signataires du Pacte de Ajuria Enea, le 18 mars dernier à Bilbao, sur le thème de la "Paix immédiate et pour toujours", le gouvernement cherchait à obtenir un appui social pour cette nouvelle politique. S'il a pu y parvenir c'est parce qu'il ne s'agissait pas d'une simple manifestation antiterroriste : on parlait de paix, de réconciliation et de changements politiques appuyés sur les institutions.

Où est le piège ? Il réside dans le fait que tous les changements considérés comme possibles sur le terrain de jeu, doivent respecter les limites de la Constitution, c'est là aussi la limite explicite mise par tous les éditorialistes qui recommandent "la prudence et la générosité" pour aborder le "problème basque". Mais toutes les interprétations de la Constitution laissent de côté la revendication principale du courant de masse regroupé autour du nationalisme basque radical : le droit à l'autodétermination. Cela reste le cadre donné à la démocratie par un appareil d'Etat hérité du franquisme. On peut certes défendre la revendication d'autodétermination par de beaux discours dans les institutions, mais leurs canaux ne permettent aucun progrès effectif, sa conquête exige une rupture avec la Constitution actuelle.

Aberri Eguna

C'est pourquoi la paix gouvernementale est nécessairement une paix sans autodétermination, avec le maintien de l'oppression nationale. Et tant que cette dernière existera, il n'y aura pas de paix véritable, parce que continueront à exister la violence gouvernementale pour maintenir l'oppression et une violence de riposte pour la combattre. L'histoire des vingt dernières années en Euzkadi, ne permet pas d'autre pronostic réaliste, quelle que soient l'attitude de l'ETA et le résultat des négociations.

La manifestation du 18 mars bénéficia d'un soutien sans réserve de la part du gouvernement. Son résultat doit également être apprécié en fonction de cela. Pourtant une semaine plus tard elle rencontra une riposte à la hauteur du défi. Ce fut le jour de l'Aberri Eguna (jour de la Patrie, fête nationale du Pays basque), célébré à Irun le 26 mars, par une manifestation convoquée au nom de l'autodétermination, par Herri Batasuna et toute la gauche révolutionnaire qui fut non seulement plus imposante, mais aussi plus nécessaire et politiquement plus importante que jamais.

Les enjeux étaient de taille. Autour d'un objectif soutenu, sans aucun doute, par l'immense majorité du peuple basque, la paix, une bataille politique s'est déchaînée, dans laquelle les uns cherchaient véritablement la paix, avec des mobilisations comme celle du 26 à Irun. Mais d'autres, ceux qui ont convoqué celle du 18 à Bilbao, ne voulaient que s'emparer de cet objectif pour mieux gagner leur guerre, celle qui cherche à maintenir l'oppression au Pays basque et la défaite d'un mouvement populaire de résistance, qui leur a empoisonné l"exemplaire" transition espagnole à la démocratie. Ainsi leur "paix" s'affronte-t-elle à la nôtre.

---

1) Voir *Inprecor* numéro 261 du 14 mars 1988.
ETA : Euzkadi Ta Askatasuna (Patrie basque et liberté). Née en 1960, sous la dictature franquiste, réaction de secteurs radicaux contre le conservatisme du PNV, Parti nationaliste basque (bourgeois nationaliste).

2) HB : Unité populaire. Créée en 1978. Organisation légale, politiquement proche de ETA.

3) Signé par toutes les forces ayant des représentants au Parlement d'Euzkadi, représentant des diverses régions du Pays basque (à l'exception de la Navarre dont le rattachement a été refusé par les autorités), sauf Herri Batasuna qui, bien qu'ayant des élus, refuse de siéger dans les conditions actuelles lors des sessions parlementaires, pour protester contre le statut d'Autonomie. Ce pacte, signé en fin 1988, se veut "antiterroriste", en fait anti-ETA et anti-HB, créé par un bloc comprenant le PNV, le PSOE, au pouvoir à Madrid, la droite populaire et Ezkadiko Ezkerra (gauche nationaliste). Le PC, n'a pas de représentants au Parlement.

Ce fut là le problème politique central dans tout l'Etat, pendant les dernières semaines, et cela sera une question de grande importance, au-delà des avatars de la négociation, dans les tâches générales de la gauche radicale au Pays basque et en dehors. Car les deux gigantesques manifestations de la fin mars ont polarisé la situation au Pays basque, avec pour toile de fond les conversations d'Alger.

Le renoncement ou la fermeté

La manifestation organisée à Irun, pour l'Aberri Eguna, est une réponse combative à la campagne menée par les signataires du "Pacte de Ajuria Enea". En effet la manifestation du 18 mars à Bilbao avait pour objectif de pousser l'ETA dans les cordes et de disputer à Herri Batasuna la rue elle-même. La nature politique de cette manifestation, pourtant bien camouflée par l'ambiguïté délibérée du message publicitaire, était celle d'un acte de renoncement explicite aux droits nationaux basques. Le succès du bloc institutionnel a résidé dans sa capacité à entraîner une masse importante de citoyens, lesquels, indépendamment de leur volonté, sont apparus comme opposés aux objectifs et aux voies de l'ETA, et soutenant le système établi et la voie institutionnelle qui le légitimise. Mais la polarisation autour des voies et des objectifs à court terme s'est approfondie au Pays basque, rompant les relations existantes entre diverses ailes du nationalisme basque. Et malheureusement, une bonne partie du peuple travailleur, bien que se sentant frustrée, reste prisonnière des chants de sirènes de la prétendue paix, et ne peut donc comprendre les raisons qui sont derrière son malaise.

En effet, juste une semaine après la grande démonstration de la volonté unitaire contre ETA-Herri Batasuna, tout l'arc-en-ciel institutionnel est apparu divisé à l'occasion du 26 mars. Avec un PSOE mis hors jeu (car en dépit de ses efforts, il n'a pas réussi à être admis comme une force qui ait quelque chose à dire un jour d'Aberri Eguna), quelques actions du PNV et de EA, bien loin des chiffres astronomiques donnés à l'occasion du 18 mars, et surtout la ridicule prestation d'Euzkadiko Ezkerra (EE) (4) qui cette année n'a pas même réussi à atteindre le demi-millier de participants.

La journée de l'Aberri Eguna a eu une signification importante. Tant par la démonstration de force de la part de la gauche nationaliste et radicale, que par l'image différente de celle présentée par les partis du bloc institutionnel. De la part de Herri Batasuna la célébration du jour national a été précédée d'une intense campagne pour l'autodétermination, appelée *Bidez Bide* ("Par tous les chemins"), consistant en une série de colonnes marchantes qui ont traversé tous les coins du Pays basque. Dans le cas de la colonne Aunamendi, par exemple, ce fut un parcours montagneux à travers les Pyrénées navarraises avec accueils et actions organisés dans tous les villages traversés, pour finalement converger le dimanche 26 à Irun.

L'autodétermination fut précisément le thème central de la journée du 26 mars. Une masse considérable de personnes s'est rassemblée sur cette revendication, bien plus que lors de n'importe quel autre Aberri Eguna de ces dernières années. L'idée selon laquelle il fallait faire barrage, en force et en nombre, à la manifestation du 18, à Bilbao, était présente chez la plupart des participants.

Il est difficile de donner des chiffres non contestés pour des manifestations aussi massives. Le journal *Egin* (Faire), politiquement proche de HB, donnait le chiffre de 60 000 personnes. D'autres médias ont parlé de centaines de milliers pour le 18 (et c'est un pays très petit) et s'étaient abstenus de compter lors du 26. L'important c'est qu'on peut parler d'un certain contre-point à la situation créée autour du 18, qui vient équilibrer le jeu des forces dans la situation actuelle.

La gauche radicale

La gauche basque en rupture avec le bloc institutionnel est multiple et diversifiée. Sa principale composante est Herri Batasuna, qui est déterminante, sous bien des aspects, de l'évolution politique elle-même. Mais au cours des luttes de ces derniers temps, il est apparu d'autres composantes politiques et sociales, et des points de vue et projets distincts. La manifestation d'Irun fut à majorité écrasante d'HB, mais des participants d'autres secteurs de la gauche révolutionnaire étaient aussi présents. Dans le bloc Batzarre (Conseil), il y avait l'EMK (Mouvement communiste d'Euzkadi) et la LKI (organisation, au Pays basque, de la section de la IVe Internationale dans l'Etat espagnol) qui avaient précédemment organisé une action unitaire. Une délégation conjointe du Mouvement communiste et de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) de Madrid, section de la IVe Internationale dans l'Etat espagnol, ainsi que des camarades venus de Pau (France) avec leurs propres pancartes, étaient avec Batzarre.

Nous savons qu'en Euzkadi il y a beaucoup de gens disposés à poursuivre la lutte pour une paix fondée sur le droit de tous les peuples à décider librement de leur destin. Ils doivent continuer à bénéficier de la solidarité de tous les révolutionnaires de l'Etat espagnol. Les souffrances du Pays basque ne sont pas finies. La solidarité avec ce peuple sera peut-être plus difficile dans les temps à venir, mais elle reste d'autant plus nécessaire. ■

30 mars 1989

4) EA : Euzko Alkatuma (Solidarité basque), scission en 1984 du PNV. EE : formée au départ par d'anciens militants d'ETA, branche politico-militaire, qui ont abandonné la lutte armée, elle est devenue, depuis, franchement réformiste.

La *Pravda* s'en mêle !

A l'occasion des manifestations qui se sont déroulées au Pays basque espagnol, La Pravda (organe du CC du PCUS), du 10 avril 1989, s'est déchaînée contre la "menace que le séparatisme d'ETA fait planer sur la paix au Pays basque". Sous le titre "La hache ou la colombe ? Les racines du problème du séparatisme basque en Espagne", la Pravda écrit :

"(...) Depuis 1968, date à laquelle les combattants de l'ETA ont pris les armes, ils ont tué des centaines de personnes. Les pertes économiques causées par les actions des terroristes au Pays basque se montent, pour l'année 1968 seulement, à 1,5 milliard de pesetas. Les victimes ont été, principalement, les forces armées et les Gardes civiles. Mais parmi ceux qui ont été tués, il y a de nombreuses personnes innocentes, des femmes, des personnes âgées et des enfants. La situation d'instabilité économique et sociale au Pays basque a eu aussi un effet négatif sur l'économie de la région, qui est un centre industriel et financier important de l'Espagne. (...)

Le succès des actions de la police espagnole et le renforcement de la collaboration franco-espagnole pour mettre fin au terrorisme ont porté quelques fruits, forçant les séparatistes à négocier avec le gouvernement. Mais la barrière principale contre l'extension des activités terroristes de l'ETA est la volonté du peuple du Pays basque lui-même.

Récemment à Bilbao, il y a eu une manifestation d'un demi-million de personnes exigeant la fin de la violence et l'instauration de la paix. A l'heure actuelle, les actions souples du gouvernement socialiste espagnol pour mettre fin à la vague de violence, obtiennent de plus en plus le soutien des principaux partis politiques du pays.

Le symbole des terroristes de l'ETA est une tête de serpent et un tranchant de hache. Les terroristes barbouillent ces symboles sinistres sur les murs des maisons, les clôtures et décorent leurs tracts avec. (...) Il y a le désir et l'espoir que la colombe de la paix sera plus forte que le serpent et la hache. Le Pays basque, comme le reste de l'Espagne, a soif de paix et de concorde." ■

Le carnage continue !

LE 13 AVRIL DERNIER, la guerre du Liban entamait sa 15e année. Ce triste anniversaire aurait pu passer inaperçu, si des rebondissements spectaculaires dans l'affrontement entre les deux principaux camps, le secteur à majorité musulmane, contrôlé par la Syrie et le secteur chrétien réactionnaire, n'avaient de nouveau attiré l'attention sur ce pays.
La "guerre de libération nationale", décrétée par le général Aoun, commandant en chef de l'armée chrétienne, pour *"en finir avec l'occupation syrienne"* a eu droit à un écho et une publicité inhabituels. La campagne de presse caricaturale qui a été déclenchée à cette occasion, notamment en France, présente le camp de la droite chrétienne comme le dernier défenseur d'une civilisation *"menacée d'extermination par les musulmans"*.
Nous avons demandé à notre camarade Salah Jaber de faire le point sur la situation au Liban.

INPRECOR : Pourquoi cet embrasement subit, alors qu'on n'avait plus entendu parler du Liban depuis un certain temps ?

SALAH JABER — En fait, même si on a moins parlé de la guerre du Liban ces dernières années, elle s'est poursuivie sous ses multiples formes, notamment les combats à l'intérieur de chaque communauté, aussi bien du côté chrétien que du côté musulman. Mais c'est, en effet, la première fois depuis un certain temps, que les combats rejoignent le schéma classique de la guerre du Liban déclenchée en 1975, c'est-à-dire l'affrontement entre le camp chrétien réactionnaire, d'une part, et le camp opposé, à majorité musulmane et allié à la Syrie, d'autre part. Le *statu quo* des dernières années a été rompu par les affrontements en cours.

Pour comprendre ce qui se passe, il faut revenir un peu en arrière. Pour la première fois dans son histoire depuis l'indépendance, le pays s'est retrouvé sans président de la République, à la fin du mandat d'Amine Gemayel, en septembre dernier, et avec deux gouvernements rivaux, se réclamant chacun de la légitimité : un gouvernement en zone à majorité musulmane, qui est celui qui existait avant le départ de Gemayel (et qui comprend également un ministre chrétien) ; et un gouvernement dans le réduit chrétien, dont le chef, désigné par Gemayel juste avant son départ, n'est autre que le général Aoun, commandant en chef de l'armée chrétienne (fraction de l'armée "légale"). Après sa désignation, celui-ci a formé un cabinet de militaires. Cette situation nouvelle traduisait l'impasse dans les rapports entre les différentes fractions au Liban, ainsi qu'entre puissances internationales et régionales, dont la Syrie, bien entendu.

La recherche d'un candidat de compromis pour la présidence a continué après le départ de Gemayel, avec le maintien du *statu quo,* même sous sa forme nouvelle de partition encore plus approfondie du pays. Des tractations étaient menées entre la Syrie, la puissance dominante dans le secteur à majorité musulmane, et les Etats-Unis, agissant comme tuteur du camp réactionnaire. Le compromis qui avait été trouvé a été torpillé par les Forces libanaises, la milice d'extrême droite liée à Israël.

Le général Aoun a également pris part au sabotage du compromis, même s'il ne s'y était pas opposé de manière tout à fait directe. Manifestement, il avait lui-même l'ambition de devenir président. Il essaya donc de préparer le terrain pour son accession au poste convoité, avec le soutien de l'Irak.

■ Quel sont les objectifs de l'Irak, et quel est le rôle des Etats arabes ?

— Pour Bagdad, il s'agit d'une pure opération anti-syrienne, dans le but d'empêcher la Syrie rivale de mener sa barque tranquillement au Liban. Les Etats arabes réactionnaires ont également tenté d'intervenir dans la crise libanaise, avec l'objectif de trouver une issue à l'impasse dans laquelle se trouve le pays. Pour eux tous, la Syrie est en effet une brebis galeuse, et ceci sur plusieurs plans : son soutien à l'Iran dans la guerre du Golfe, son soutien à la dissidence palestinienne, et plus globalement son attitude au sujet du règlement global du conflit israélo-arabe. Damas, en effet, ne peut que s'opposer à toute solution qui ignorerait son propre territoire occupé et annexé par Israël, le Golan. Il est clair, par ailleurs, que ces derniers temps la Syrie a subi affaiblissement global, d'une part par le fait que la guerre du Golfe se soit terminée plutôt à l'avantage de l'Irak, et d'autre part, par la remontée du prestige de la direction de l'OLP. Le régime syrien se trouvait donc plutôt isolé, ce qui a également limité ses possibilités d'action au Liban.

Dans ce contexte, il s'agissait, pour les Etats arabes réactionnaires, à la fois de désamorcer de la crise libanaise, et de limiter les possibilités d'utilisation du Liban par la Syrie, pour peser sur les conflits régionaux. Mais il n'était pas question de provoquer la Syrie comme le fait l'Irak. Un comité de conciliation a été mis sur pied pour tenter de sortir de l'impasse.

■ Et le rôle du général Aoun ?

— Encouragé par Bagdad, le général Aoun a voulu donner des gages aux Etats arabes, sur ses possibilités de contrôler effectivement le pays, pour s'imposer comme meilleur candidat à la présidence. Dans un premier temps, il a tenté de faire le ménage dans son propre camp, le camp chrétien réactionnaire. Il s'est attaqué aux forces liées à Israël dans le réduit chrétien (ce qui n'est pas le cas de son armée "légale", liée aux Etats-Unis) Cela a provoqué des affrontements entre ses troupes et la milice des Forces libanaises, qui ont tourné à l'avantage d'Aoun, sans pour autant déboucher sur un résultat décisif.

Dans un deuxième temps, il a essayé de se montrer garant de l'ordre dans l'ensemble du pays. Jurant haut et fort qu'il allait mettre fin aux trafics en tous genres, il s'est emparé d'abord des ports du côté chrétien, puis a décrété le blocus des ports se trouvant au sud de Beyrouth, sous contrôle des milices musulmanes.

A ce moment-là, pris à son propre jeu, le général Aoun déclara le début de la "guerre de libération du Liban". Son objectif n'est plus, depuis lors, de rétablir l'ordre et de contrôler les ports, mais de "libérer" le pays de l'armée syrienne. Or il n'en a absolument pas les moyens.

■ Les puissances impérialistes ou régionales (Israël, les Etats arabes, etc.,) ne soutiennent-elles pas le général Aoun ?

— On aurait pu croire, dans un premier temps, que s'il se permettait de telles hardiesses, c'était parce qu'il avait reçu des garanties internationales. Mais

il n'en est rien. Les Israéliens déclarent que tant que les Syriens ne descendront pas au sud d'une certaine ligne, et qu'ils ne feront pas intervenir au Liban certains types d'armements (l'aviation, certains missiles, etc.), ils n'interviendront pas. Du côté des Etats arabes, il n'est pas question d'intervention militaire. Quant aux Etats-Unis, ils ont fait preuve, jusque-là, d'une attitude très prudente et réservée.

En effet, les Américains n'oublient pas que le camp chrétien réactionnaire a fait capoter le compromis qu'ils avaient élaboré, avec les Syriens et qui leur semblait tout à fait raisonnable. Et surtout, ils savent que la Syrie occupe en ce moment une position tout à fait irremplaçable au Liban. Il ne saurait être question pour eux de pousser l'armée syrienne hors du pays, sans la remplacer par une autre force capable de maintenir l'ordre. Or, sur plan interne, il n'y en a pas. A l'extérieur, Israël a déjà donné, et les forces d'interposition multinationales déployées entre 1982 et 1984 ont lamentablement échoué. Un retrait de l'armée syrienne augmenterait l'anarchie et pourrait permettre à certaines forces, comme les intégristes pro-iraniens, etc., qui sont bien "pires" que la Syrie du point de vue des intérêts américains, de prendre le dessus. A l'heure actuelle, pour les Etats-Unis, le *statu quo* doit être préservé tout en essayant d'améliorer autant que possible, le rapport des forces en faveur du camp chrétien réactionnaire. D'où leurs négociations avec les Syriens et leur accord sur un président acceptable par les deux parties, un grand propriétaire terrien, bourgeois honorable et tout à fait modéré.

Aoun s'est retrouvé avec pour seul soutien réel l'Irak de Saddam Hussein qui lui a fourni des quantités massives d'armes, y compris des chars. Mais ce n'est pas cela qui va suffire à chasser l'armée syrienne. Aoun n'avait donc aucune garantie. Il aurait pu s'en tenir à la guerre des ports et arrêter l'escalade. Mais la façon dont il s'est lancé dans la surenchère, en proclamant la "guerre de libération", fait qu'il lui est désormais quasiment impossible d'être partie prenante d'un compromis avec les Syriens. Ce qui, jusque-là, était négociable.

Le général Aoun a eu un comportement irrationnel de mégalomane. Sa guerre de "libération nationale" s'est avéré être une aventure criminelle, dans la mesure où c'est la population qui en fait les frais. En face, les Syriens ne se posent pas le problème d'envahir le secteur chrétien, entre autres, à cause de l'interdiction formulée par les Israéliens. Tout cela se traduit donc par un échange de bombardements, avec leurs lots de victimes et de dégâts. Certes la puissance de feu des Syriens est plus grande, mais il s'agit bien d'un bombardement mutuel qui fait des centaines de victimes civiles dans les deux camps, de la manière la plus absurde et en s'ajoutant au carnage et à la destruction qui sont le sort du Liban depuis 14 ans.

■ *L'objectif de la "libération" est-il légitime ?*

— Mais qui s'agit-il de libérer ? Dans le réduit chrétien, il n'y a pas d'armée syrienne. Donc, il s'agirait de la libération du reste du pays. Or la population de ces régions ne vit pas la présence syrienne comme une occupation étrangère. Si cela avait été le cas, cela se serait traduit sur le terrain d'une façon ou d'une autre. L'armée israélienne a connu l'enfer au Liban, et a été incapable de s'y maintenir. S'il n'en a pas été de même pour les Syriens, ce n'est certes pas parce que leur armée est plus puissante ou plus efficace que celle d'Israël ! L'acceptation de la présence syrienne ne se limite d'ailleurs pas aux musulmans : certaines zones chrétiennes dans le nord du Liban sont alliées à la Syrie.

Il s'agirait donc de la "libération" d'une population qui n'en éprouve pas le besoin et qui est mille fois plus hostile à son prétendu "libérateur" qu'à ceux dont on promet de la libérer. En outre, les forces susceptibles de prendre le dessus dans les régions musulmanes, en cas de retrait des Syriens, ne sont certainement pas mieux disposées envers le camp chrétien réactionnaire que ne le sont les Syriens.

Il faut rappeler, d'ailleurs, qu'à l'origine, l'intervention syrienne avait eu lieu en 1976, pour sauver le camp chrétien menacé de défaite par les forces alliées de la gauche libanaise et de la résistance palestinienne. C'est à l'appel des forces chrétiennes que l'armée syrienne était intervenue au Liban ! Depuis, même si la Syrie a renversé ses alliances après 1977, sa présence a maintenu un *statu quo* et permis au camp chrétien réactionnaire de gérer son propre territoire, à l'abri de menaces directes. Car en contrôlant l'autre camp, la Syrie empêchait la guerre civile entre les deux secteurs de reprendre. Donc, même du point de vue des intérêts bien compris du camp chrétien réactionnaire, cette fameuse "libération" n'est pas vraiment souhaitable. Les fanfaronnades d'Aoun ont pu, dans un premier temps, avoir un certain effet auprès de la population du réduit chrétien, mais elle a vite déchanté.

■ *Comment peut-on expliquer l'attitude de l'impérialisme français et de la campagne de presse en France en faveur de "Liban chrétien menacé dans son existence" ?*

— L'intervention française a bien vite tourné court. Au départ, le gouvernement français a commis une grosse gaffe diplomatique, en voulant faire une distinction dans les combats en cours, en faveur des chrétiens qui seraient *"menacés dans leur existence"* comme l'a déclaré Mitterrand. C'était en tout cas une contre-vérité. En l'occurrence, c'est le général Aoun qui a déclenché le conflit et c'est lui qui s'est fixé un objectif : chasser les Syriens. Ceux-ci, en revanche, ne se proclamaient pas d'objectif, même pas celui d'éliminer Aoun. Par ailleurs, les bombardements ne sont pas à sens unique et les civils tombent dans les deux camps.

Présenter l'affaire comme si on avait affaire à une communauté religieuse menacée en tant que telle est donc une déformation totale de la vérité. L'attitude française ne pouvait qu'être perçue comme une attitude partisane, elle-même dictée par des sympathies religieuses, confessionnelles en faveur des chrétiens, contre les musulmans.

Quant à savoir le pourquoi de cette attitude française, je ne crois pas qu'il s'agisse là d'une prise de position dictée par les intérêts réels et bien compris de l'impérialisme français. Il semble que le gouvernement français, et Mitterrand en personne, se soit fait piéger par une certaine pression de droite en France qui a fait tout un tapage, depuis le début des combats, sur le thème de la solidarité avec les chrétiens libanais. Le tout sur fond d'apogée du racisme anti-musulman en Europe dans la foulée de l'affaire Rushdie (voir *Inprecor* numéro 285 du 3 avril 1989). Le gouvernement français cherche maintenant à arrondir les angles. L'attitude américaine était, du point de vue des intérêts impérialistes, beaucoup plus rationnelle.

■ *Quels sont les objectifs de la Syrie au Liban ? Peut-on parler de sa part, d'une réelle volonté d'annexion du pays ?*

— Cette accusation est une mystification idéologique. Non pas, certes, que le régime syrien soit au-dessus de telles visées, mais parce que cela ne correspond absolument pas à ses intérêts véritables, ni donc à sa politique réelle.

L'annexion du Liban poserait beaucoup trop de problèmes au régime syrien. Tout d'abord, c'est un morceau très dur à avaler. Autant la Syrie peut assurer sa présence au Liban et y maintenir un ordre branlant avec un investissement militaire limité — quelques dizaines de milliers de soldats — autant assimiler le Liban, y étendre le règne de la dictature bureaucratique militaire syrienne, nécessiterait un tel investissement de forces que ce régime en est incapable. Et je ne parle même pas des vetos sionistes et impérialistes à une hypothétique annexion du Liban par la Syrie. Mais il y a plus.

Car ce n'est même pas un objectif souhaitable pour le régime Syrien, même s'il était à sa portée. L'économie syrienne est assez largement déficitaire, et dépend en grande partie de l'aide des pays de l'Est et des subsides en provenance des Etats arabes, au titre de sa confrontation avec Israël. La Syrie entretient une armée pléthorique, d'une part à cause de cette confrontation, et d'autre part à cause de la nature du régime qui y est en vigueur. L'annexion du Liban serait un fardeau supplémentaire trop lourd à porter.

Par contre, le Liban tel qu'il est, dans les limites actuelles de l'intervention syrienne, constitue une source de profits pour Damas. L'armée syrienne, ordinairement, n'est pas engagée dans des combats au Liban, ce qui limite considérablement le coût de sa présence. Par ailleurs, elle exerce un vrai racket sur l'économie libanaise. L'anarchie qui existe au Liban, et dont officiellement le régime syrien ne peut être tenu pour responsable, permet à toutes sortes de trafic de prospérer. Elle permet surtout à la production et à l'exportation de haschisch de se développer d'une façon considérable, le tout avec une participation aux bénéfices de la bureaucratie militaire syrienne. Le marché noir en Syrie même est également alimenté à partir du Liban, paradis du libre-échange, avec prélèvement au passage ou participation directe des militaires. Enfin, le système bancaire libanais, le plus libre et le plus discret du monde, permet aux bureaucrates syriens de recycler leurs "gains" au Liban même ou à l'étranger. Le régime syrien n'a donc aucun intérêt à phagocyter le Liban.

Beyrouth en ruines (DR)

Son intérêt réel est d'y exercer son hégémonie. Ni plus, ni moins. D'abord pour pouvoir continuer à en profiter, mais aussi parce que le Liban peut devenir source de danger politique pour le régime syrien, s'il échappe à son contrôle. C'est-à-dire, plus précisément, si des forces radicales, celles de la gauche par le passé, celles des intégristes ces dernières années, prennent le dessus dans les régions à majorité musulmane. Telle est donc véritablement le cadre de la politique syrienne au Liban. C'est d'ailleurs pour cela que les Etats-Unis, comme l'ensemble des puissances impérialistes, et même Israël, approuvent tacitement, ou à demi-mot, la présence militaire syrienne au Liban. C'est, à leurs yeux, un moindre mal.

Jusqu'en 1982, les troupes syriennes étaient des troupes de maintien de l'ordre bourgeois au détriment de la gauche libanaise et de la résistance palestinienne. Elles ont jugulé ces dernières et ont empêché que se développe une dynamique de radicalisation du mouvement de masse. Ce rôle de la Syrie, de frein à gauche, est resté le même de 1976 à 1982, même si après 1977, les alliances ont changé. Le frein est d'ailleurs devenu plus efficace, dès lors qu'il devenait tuteur.

L'invasion israélienne du Liban en 1982, a profondément changé l'équilibre des forces dans les régions musulmanes. Les forces de la résistance palestinienne ont été déracinées et partiellement expulsées, et la gauche a été désarmée. Mais les forces bourgeoises musulmanes n'ont pas été touchées. La scène politique s'en est trouvée profondément modifiée. Ce n'était certes pas uniquement le fruit de cette intervention. Les Israéliens n'ont fait que donner le coup final à une évolution qui avait commencé à partir de 1976, avec un recul progressif de la gauche et des formes de conscience politique progressistes dans les régions musulmanes, en faveur du confessionnalisme et des forces bourgeoises. Celles-ci tiennent le haut du pavé depuis le retrait de l'armée d'occupation israélienne. S'y ajoutent les intégristes, qui sont la seule force politique à se développer réellement.

Dans ces conditions, le rôle des Syriens n'est plus le même. L'armée syrienne joue aujourd'hui un rôle de tampon entre les forces confessionnelles du camp musulman qui, sans elle, continueraient à s'entre-tuer et à massacrer la population.

■ *Existe-t-il encore une issue au Liban ?*

— En fait, il n'existe plus aucune issue réelle au Liban face au pourrissement de la situation, au sens le plus fort du terme. Sans même parler d'issue progressiste ou prolétarienne, il n'y a même plus d'issue bourgeoise à la crise, dans le cadre des frontières de l'Etat libanais. Le pays est trop morcelé, et le confessionnalisme s'est trop développé pour qu'il puisse soudain y avoir la possibilité de faire marche arrière. Les solutions imposées de l'extérieur ont également fait faillite, dans la limite de ce que les forces extérieures sont disposées à investir au Liban.

Par conséquent, la seule issue possible serait effectivement un dépassement du cadre de l'Etat libanais, vers une fusion du Liban avec la Syrie, comme l'explique le Groupe communiste révolutionnaire (GCR), la section libanaise de la IVe Internationale. Il faut rappeler que le Liban dans ses frontières actuelles a été conçu sous le mandat colonial français, en 1920, d'une façon tout à fait arbitraire. Les Français s'étaient emparés de la Syrie (qui comprenait à l'époque le Liban), au lendemain de la Première Guerre mondiale, et avaient essayé de la découper en plusieurs Etats (dont le Liban), avec un dosage communautaire créant un équilibre instable, justifiant la perpétuation de la présence coloniale française.

C'est cet équilibre instable, dont est responsable le colonialisme français au Liban, qui a explosé en 1975 et qui n'arrête pas de se consumer. Par conséquent, la fusion derechef avec la Syrie s'impose comme la seule issue possible, dans la mesure où l'ensemble de cette région appartient à une entité nationale unique, et qu'il n'y a pas de frontières nationales au sens plein du terme entre ces Etats. Cette fusion se présente dans le cadre d'une idéologie largement présente dans la région, celle de l'unité nationale arabe. Cela vaut aussi pour les chrétiens libanais, qui sont tout aussi arabes que les autres et partagent la même culture. Rappelons qu'il y a des zones chrétiennes au Liban-Nord qui sont alliées à la Syrie.

Cela seul pourrait donc permettre de dépasser la situation actuelle de morcellement et de conflit permanent. Mais cela ne correspond pas aux intérêts de la bureaucratie syrienne. Le renversement du pouvoir en Syrie et son remplacement par un régime révolutionnaire ou radical est de ce fait nécessaire pour y parvenir. L'avenir du Liban est intimement lié à celui de la Syrie. ■

13 avril 1989
propos recueillis par
Marc Renard

Anatomie

AU COURS DES SIX DERNIE
dernières dictatures militaire
nouveau attiré l'attention in
aux droits
Il y a presque vingt ans, da
contre-révolutionnaire en Ind
leçons de la défaite du Parti co
sa destruction complète par u
collaborant avec l'armée, à la fi
Il soulignait qu'à l'appel de Che
***nombreux Vietnam"* il fallai**
"éviter une a
Ce qui peut apparaître comme u
contient en fait une apprécl
stratégique de la défaite s
mouvement ouvrier internation
Parti communiste allemand en
1965, le plus grand Parti comm
des Etats
SUE

COMME LES HORDES nazies d'Allemagne, les bandes fascistes d'Indonésie, composées de paysans musulmans aisés, de bandits à leur solde ainsi que de la petite bourgeoisie urbaine (en particulier d'étudiants), ne rencontrèrent pas de résistance quand, accompagnées des unités spéciales de l'armée, elles massacrèrent au moins un million de membres et sympathisants réels ou supposés du PKI et de ses organisations de masse.

Ce coup s'inscrivait parfaitement dans la contre-offensive impérialiste mondiale lancée après la victoire de la révolution cubaine (de sérieux indices montrent que la campagne de propagande qui a été lancée pour stimuler l'hystérie anti-communiste en Indonésie a été dirigée par la CIA). Mais il ne faudrait pas pour autant croire que les forces réactionnaires d'Indonésie agissaient seulement pour le compte de leurs maîtres impérialistes. Ce furent les propres intérêts de classe de la bourgeoisie nationale, qui l'ont poussée à quitter l'espèce de front populaire qu'était l'alliance NASAKOM (acronyme pour *Nasionalis, Agama, Komunis,* les mots indonésiens pour nationaliste, religieux et communiste) sous Sukarno (2), qui menait une politique de confrontation limitée avec l'impérialisme, pour s'engager dans une totale réintégration de l'Indonésie dans le marché mondial, avec une ouverture aux capitaux étrangers et une alliance étroite avec l'impérialisme.

Toutes les prévisions sur une rapide désintégration du régime "instable" de Suharto faites, à l'occasion de chaque nouveau mécontentement ou protestation populaires au cours de ces 23 dernières années, se sont avérées malheureusement illusoires.

Difficultés économiques croissantes

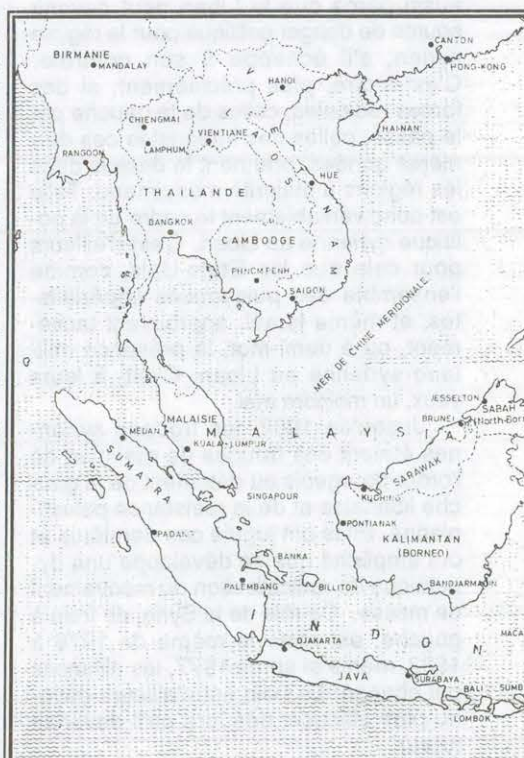
Après une période de croissance économique notable (3), depuis le début des années 80, l'économie indonésienne s'est enfoncée de plus en plus dans une crise qui a impitoyablement fait ressortir sa faiblesse structurelle. Le taux de croissance annuel est tombé de 9,9% en 1980 à 2,2% en 1982 (niveau tout juste suffisant pour compenser la croissance de la population que le gouvernement n'a jamais réussi à réduire sensiblement) et il n'est jamais remonté d'une manière significative depuis. Les revenus des exportations de pétrole et de gaz naturel qui pouvaient représenter jusqu'à environ trois quarts du revenu total des exportations, sont tombés de 20 milliards de dollars en 1981, à 15 milliards de dollars en 1982, et sont estimés à 8,5 milliards pour la période 1987/88 (4).

Comme le régime de Suharto continue à emprunter de grandes quantités d'argent pour financer des projets industriels et des infrastructures à grande échelle d'une importance contestable pour le développement du pays (5), sans parler de la consommation de luxe de la classe dirigeante, la dette extérieure est passée de 18,8 en 1978 (d'après la Banque mondiale) à 47,3 milliards de dollars en 1987 (6).

Le problème de la dette extérieure

La baisse des revenus de l'exportation, combinée à une dette extérieure en ascension vertigineuse, n'a pas manqué d'aggraver le niveau du taux du service de la dette, jusqu'au seuil dangereux de 41%, en 1987. Il faut également savoir que la structure de la dette extérieure indonésienne change graduellement. Les crédits de la fin des années 60, et du début des années 70, qui comportaient des conditions de remboursement extrêmement avantageuses, sont remplacés par des emprunts gouvernementaux avec des taux d'intérêt plus importants et des termes de remboursement plus courts, ainsi que par des crédits accordés par des banques commerciales. Compte tenu de l'actuelle situa-tion instable du marché pétrolier, ainsi que de la réussite très relative de l'In-donésie à compenser ses pertes dans le secteur pétrolier et gazier par d'autres exportations, les perspectives économiques apparaissent vraiment sombres.

Le secteur privé, en particulier l'industrie, a lui aussi été fortement touché par la chute des revenus publics (7). Les coupes sombres faites au "budget de développement", c'est-à-dire à la part des dépenses publiques consacrées à des investissements dans des infrastructures et dans l'industrialisation, ont



L'Indonésie (172 millions d'habitants) est un archipel com
archipel des Moluques Sulawesi, Kalimantan, et Iri

1) Les estimations sur le nombre de militants du PC et de ses organisations de masse (les syndicats affiliés à la fédération SOBSI, le front paysan BTI, l'organisation de femmes GERWANI, l'organisation de jeunesse Pemuda Rakjat et d'autres) varient amplement. Le chiffre le plus proche de la réalité semble être aux alentours de 7 à 8 millions.

2) Sukarno (1901-1970), l'un des fondateurs du Parti nationaliste indonésien, Président de la république après l'indépendance, en 1945. Le 30 septembre 1965, un "coup d'Etat" avorté du colonel Untung, proche de Sukarno, sert de prétexte à la prise de pouvoir par Suharto, et au massacre des communistes.

3) Au début du régime d'Ordre nouveau de Suharto, une certaine croissance économique s'est produite, principalement due à l'afflux d'investissements étrangers ainsi qu'au retour des capitaux nationaux qui s'étaient enfuis durant la période de Sukarno. Cependant cette croissance n'a atteint des proportions spectaculaires qu'après la montée des prix pétroliers du milieu des années 70 : le Produit national brut (PNB) indonésien par tête d'habitant est passé de 150 dollars en 1974, à 530 dollars en 1981 (chiffres de la Banque mondiale, BM).

4) Chiffres de la BM. Il est intéressant de noter que les projections de la BM pour l'an 2 000, continuent à fixer les revenus pétroliers et gaziers du pays à 17,2 milliards de dollars, c'est-à-dire en dessous du niveau de 1980.

5) Exemples : mise en place d'une industrie indonésienne aéronautique (PT Nurtanio à Bandung, liée au groupe d'Allemagne fédérale MBB) ; construction d'un réacteur de recherche de taille moyenne par INTERATOM (groupe SIEMENS), un nouveau Centre pour le développement scientifique et technologique, dans une petite ville de la banlieue de Djakarta ; un nouvel aéroport international à Djakarta, par la société française Aéroport de Paris ; la construction d'un couteux système de grandes autoroutes autour de Djakarta, etc.

6) Projection pour 1990 : 53,2 milliards de dollars.

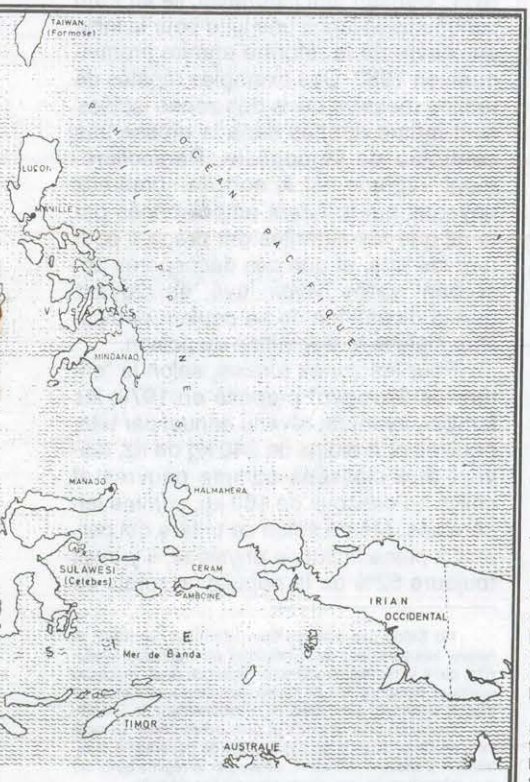
7) Le pétrole et le gaz naturel produisent la part du lion des revenus de l'exportation, et l'Etat est devenu de plus en plus dépendant de ces deux exportations pour ses propres revenus, la part du pétrole comme générateur de revenus publics (par le biais principalement des taxes sur les compagnies pétrolières opérant en Indonésie) a augmenté de 19,7% en 1969/70, et de 61,7% en 1981/82.

NESIE

l'un régime

**S MOIS, l'Indonésie, une des
s d'Asie encore en place, a de
ernationale pour ses atteintes
le l'Homme.
s son livre sur le coup d'Etat
nésie, Philippe Gavi tirait les
nmuniste indonésien (PKI), et de
mouvement de masse fasciste
de l'année 65 et au début de 66.
Guevara à *"créer deux, trois, de*
dorénavant ajouter l'appel à
tre Indonésie".
simple slogan au premier abord,
ation exacte de l'importance
bie par les Indonésiens et le
l en 1965-1966. Tout comme le
1933, le PC indonésien était, en
niste du monde, mis à part ceux
uvriers (1).**

AKAT



é de 6 groupes insulaires (Sumatra, Java, îles de la Sonde,
aya) avec près de 13 700 îles (dont 3 000 habitées).

également causé, ces dernières années, une sérieuse gêne au secteur privé, particulièrement dans la construction.

Les performances du secteur industriel ont diminué parallèlement aux revenus pétroliers : le taux de croissance industrielle est passé de 22% en 1980, à 10,2% en 1981, pour tomber à 1,2% en 1982, et remonter légèrement à 2,2% en 1983. Bien que la diminution des revenus pétroliers ne doive pas être considérée comme la cause principale de l'effondrement de la croissance industrielle indonésienne, elle a bien entendu empêché la reprise.

Concurrence des "quatre dragons"

Par ailleurs, le prix d'un grand nombre de marchandises d'exportation de l'Indonésie, comme l'étain, le nickel et l'huile de palme, ont également subi une érosion ces dernières années. Ainsi par exemple, le bois dur ne procurera pas de revenus d'exportation, sauf pour une courte période, si le régime prend le risque de détruire totalement la forêt tropicale de Kalimantan (8).

En ce qui concerne les possibilités d'exportation de biens manufacturés, en plus de la faiblesse de l'Indonésie dans ce domaine, il ne faut pas oublier la concurrence intense des quatre "petits dragons" d'Asie (Corée du Sud, Taïwan, Hong-Kong et Singapour) et autres pays nouvellement industrialisés, ni la politique de plus en plus protectionniste de l'impérialisme (9).

Les investissements des principaux pays impérialistes, notamment du Japon, ont également stagné pendant un moment et même l'investissement national reste inférieur à ce qui était attendu. La corruption notoire des représentants du gouvernement, ainsi que les longues procédures nécessaires pour obtenir les autorisations de fonctionnement et d'utilisation de la main-d'œuvre étrangère, ont découragé un grand nombre d'investisseurs potentiels, en dépit du niveau de salaires extrêmement bas en Indonésie. Même la zone franche de Djakarta, dans l'ancienne zone d'entrepôts de Cakung, n'a pas réussi à attirer d'investissements significatifs.

De plus, le renforcement du secteur privé implique de pousser encore plus loin la tendance à la dérégulation de ces dernières années (10). Cela aura pour conséquence une perte de revenus pour la bureaucratie militaire et civile qui s'est appropriée l'appareil d'Etat, et a développé des réseaux d'entente avec des industriels qui doivent payer pour obtenir toutes sortes d'autorisations, de licences, etc.

Durant ces vingt dernières années, en Indonésie, l'accumulation capitaliste et la stabilisation d'une classe capitaliste bien plus solide ont été, avant tout, facilitées par ces bureaucrates capitalistes. La dérégulation aura même pour conséquence une baisse des privilèges de la propre famille de Suharto, qui est connue comme le groupe d'affaires le plus puissant, qui profite de son accès aux leviers du pouvoir. A tel point que, les critiques contre les "monopoles" dans l'économie indonésienne ont souvent été un des moyens utilisés par des fractions mécontentes de la classe dominante pour fustiger la famille Suharto. Une intensification de la lutte entre ces fractions pourrait, à long terme, déstabiliser le régime.

Soutien de l'impérialisme

Bien que ces problèmes économiques limitent considérablement les possibilités pour le régime, de s'assurer la fidélité de certains groupes sociaux grâce à des avantages matériels (11), il n'est pas menacé à court ou moyen terme. Les principales puissances impérialistes, organisées dans le groupement intergouvernemental sur l'Indonésie (IGGI, voir *Inprecor* numéro 194 du 15 avril 1985), y veillent. En plus de l'intérêt stratégique à conserver un régime réactionnaire stable à la tête d'un des principaux pays de l'ASEAN (12), il faut y ajouter la compétition inter-impérialiste pour gagner un marché indonésien qui n'est pas négligeable, et dont l'accès dépend, en grande partie, du bon vouloir local officiel qu'il faut acheter à l'aide de crédits. Les membres européens de l'IGGI s'inquiètent de la part prépondérante de l'aide japonaise, en rapport bien entendu, avec la position dominante de l'impérialisme japonais sur le marché indonésien.

Si la corruption, l'inefficacité de l'économie indonésienne, les monopoles détenus par les membres de la famille Suharto, ainsi que les atteintes aux droits de l'Homme par le régime ont quelquefois irrité les souteneurs impérialistes qui auraient sûrement préféré un régime plus présentable comme celui de la Malaisie ou même des Philippines, pour l'instant, il n'existe de toutes façons pas d'alternative à Suharto, de nature à ga-

8) L'exportation des troncs de bois est maintenant interdite. De vastes zones de la forêt tropicale du Kalimantan ont été détruites dans d'énormes incendies, il y a quelques années, et certains experts considèrent que c'est la plus grande catastrophe écologique de l'histoire, qui pourrait même entraîner un changement de climat définitif dans la région. Cela montre clairement les limites d'une telle exploitation destructive.

9) Les mesures protectionnistes prises par le gouvernement américain, contre les importations de textiles ont frappé durement l'industrie textile indonésienne. Mises au bord de la faillite par de trop faibles opportunités d'exportation, la plupart des filatures et des usines de confection ne travaillent guère plus qu'à 50% de leur capacité.

10) Simplification du système d'autorisation d'importation, levée de certains monopoles, et même, en 1985, transfert des fonctions de la douane indonésienne à une entreprise suisse, la Société générale de surveillance (SGS).

11) Les salaires des fonctionnaires sont gelés depuis plusieurs années, à cause de leur appartenance quasi-obligatoire au mouvement corporatiste dirigeant, le GOLKAR. En 1988, le 13e mois qui leur était habituellement versé à l'occasion de l'*Idul Fitri* (principale fête islamique marquant la fin du Ramadan) a même été supprimé. Les fonctionnaires et les travailleurs des entreprises publiques constituent la plus grande part de la classe ouvrière indonésienne. Leurs salaires avaient décuplé entre 1969 et 1977.

12) ASEAN, Association des nations de l'Asie du Sud-Est, créée en 1967. En sont membres, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande, Brunei et Singapour.

rantir la même stabilité de la domination bourgeoise en Indonésie, avec tout ce que cela implique pour la région (13).

En plus des crédits de l'IGGI, le régime de Suharto a bénéficié de multiples formes de soutien financier, militaire et diplomatique. Les ventes d'avions britanniques, la fourniture de sous-marins par l'Allemagne de l'Ouest, et de corvettes par la Hollande (que les campagnes menées par les organisations anti-impérialistes d'Europe et d'Australie n'ont pas pu empêcher d'être livrés) ont grandement aidé l'armée indonésienne à lancer sa guerre coloniale au Timor oriental (voir note 23).

Malgré la position délicate de certaines d'entre elles comme alliées militaires du Portugal, toutes les grandes puissances impérialistes ont, au minimum, donné leur soutien diplomatique tacite (en s'abstenant à l'Assemblée générale de l'ONU au moment où cette question était abordée) à l'annexion par l'Indonésie, de la République démocratique du Timor oriental. Les Etats-Unis, l'Allemagne et l'Australie, entre autres, fournissent des stages d'entraînement aux officiers de l'armée indonésienne. Le trust allemand MBB (avions, espace et armes) ainsi que le groupe espagnol CASA (Construciones aeronauticas S.A.) ont aidé considérablement à l'établissement d'une industrie aéronautique indonésienne : IPTN, à Bandung (à l'ouest de Java). Peu de temps avant la chute du régime Marcos, l'IPTN a fourni des avions de transport de taille moyenne à l'armée philippine. L'aide impérialiste a également été utilisée pour l'installation de l'usine de construction navale PT PAL, dans le port de Surabaya, à l'est de Java, où des bateaux de petite et moyenne taille sont construits pour l'armée indonésienne.

L'ASEAN

Le soutien aux forces armées indonésiennes et le développement des industries d'armement du pays, ne servent pas uniquement à stabiliser le régime de Suharto face à des mouvements populaires à Java, ou à des mouvements d'indépendance régionaux dans d'autres îles ; il renforce également au niveau militaire la communauté des pays de l'ASEAN. Ceci a des répercussions concrètes, que l'on a pu voir , il y a quelques années, lors des opérations contre-insurrectionnelles communes entre la Malaisie et l'Indonésie sur leur frontière du Kalimantan (Bornéo), contre le Parti communiste malais, au long de la frontière Thaïlande-Malaisie, ou contre les combattants pour l'indépendance de Pattani.

Bien que la campagne de modernisation du régime de l'Ordre nouveau ait augmenté le nombre de travailleurs employés dans des entreprises industrielles, et diminué le nombre de ceux qui gagnent leur vie dans la petite production marchande, la classe ouvrière indonésienne reste néanmoins très fractionnée et de composition instable. Mis à part un secteur très limité du capital étranger, ainsi qu'un certain nombre de grandes entreprises nationales (pétrole, haute technologie, etc.), qui ont besoin d'une main-d'œuvre stable et qualifiée, la mobilité de la main-d'œuvre dans les entreprises et la migration circulaire qui fait retourner une partie du prolétariat urbain chez les pauvres des campagnes ou les absorbe dans le secteur urbain "informel", sont très élevées.

"Minimum physiologique"

Les conditions de vie des travailleurs indonésiens sont précaires. La majorité d'entre eux doit se débrouiller avec des salaires nettement inférieurs au "minimum physiologique vital" (KFM) fixé par le ministère du Travail. Il va sans dire que cet indice est en général établi d'une manière peu favorable aux travailleurs. Dans la province du Kalimantan de l'est, une des plus riches de l'Indonésie, le KFM était fixé, en 1985, à 64 851 roupiah (14), pour un travailleur sans enfants, 146 064 rupiah pour un travailleur avec un enfant, et 181 472 roupiah pour un travailleur avec deux enfants.

Un tiers des travailleurs gagnait moins de 60 000 roupiah par mois. Comme le nombre moyen d'enfants par famille ouvrière tend à être supérieur à deux (c'est même une base minimum), on peut dire que la majorité de la classe ouvrière de cette région vit dans une profonde pauvreté. Pour Surabaya, la deuxième ville indonésienne, l'indice KFM, en 1984, était de 45 000 roupiah, mais selon les dires même du syndicat jaune officiel FBSI, de nombreuses entreprises payaient leurs travailleurs seulement 700 roupiah par jour ! A cette époque, le groupe Indocement, propriété entre autres, du célèbre magnat Lien Sioe Liong (le principal associé de la famille Suharto) et de Sudwikatmono, le demi-frère de Suharto, payait un salaire minimum de 2 000 roupiah par jour pour les journaliers et de 60 000 roupiah par mois pour les mensualisés. Cela signifie que même en travaillant sept jours par semaine, les journaliers restent dans la plupart des cas, en dessous du niveau de subsistance.

Les conditions de travail sont à peine plus encourageantes que le niveau des salaires. Bien qu'en théorie, l'Indonésie ait eu une législation relativement progressiste en ce domaine, même sous la dictature militaire, en pratique, les conditions de travail sont souvent indescriptibles. Les équipements de protection sont rarement fournis par les entreprises ou doivent être achetés par les travailleurs eux-mêmes. Dans une usine de congélation de crevettes sur l'île de Pulau Buaya, par exemple, les travailleurs devaient entrer dans la chambre froide à —17°, sans le moindre vêtement protecteur. Au cas où ils réclamaient des vêtements chauds, ils devaient les acheter à 40 000 roupiah soit le salaire de quinze jours de travail. Les ouvriers agricoles utilisent souvent des pesticides sans masque protecteur. Les accidents sont fréquents, et la fourniture de soins très limitée. En cas d'invalidité, il n'y a presque aucune compensation financière, ni allocation.

L'énorme taux de chômage des centres urbains, tout comme le grand nombre de pauvres sous-employés des campagnes exercent une pression importante à la baisse sur le niveau de vie des travailleurs indonésiens. Des chiffres globaux fiables sur le chômage (et le sous-emploi qui est aussi un élément important) ne sont pas disponibles, mais le régime reconnaît que, par la seule différence annuelle entre la croissance démographique de la force de travail et la capacité d'absorption du marché du travail, le nombre de chômeurs augmente environ de 600 000 personnes par an. Ce chiffre ne dit rien du chômage qui existe déjà, ni des effets des licenciements massifs dans l'industrie, durant ces dernières années de crise économique.

La "révolution verte"

Le sort de la population rurale est encore pire. Une recherche sociologique, menée parmi les pauvres des villes par des sociologues indonésiens, a montré que malgré leurs conditions de vie déplorables, ils sont mieux lotis dans les bidonvilles de Djakarta que dans leurs villages natals de Java, du centre ou de l'est.

La prétendue "révolution verte" qui a été mise en avant durant ces quinze dernières années, a aggravé la situation qui était déjà critique à la fin de l'ère Sukarno, lorsque le Front paysan indonésien (BTI : Barisan tani Indonesia, lié au Parti communiste) lança une lutte pour la mise en œuvre de la réforme agraire promulguée en 1960. Des exemples répétés de famine massive dans des zones isolées sont même donnés dans la presse très contrôlée de l'Indonésie. Particulièrement tragique est le sort de nombreux paysans qui meurent empoisonnés par le riz que les autorités ont préparé pour tuer les rats, et que ces désespérés absorbent après l'avoir lavé, en croyant que la disparition de sa couleur particulière signifie la disparition du poison.

Pour les zones rurales, selon le "critère de Sayogyo" proposé en 1978, les familles ayant un revenu annuel par tête, équivalent à moins de 240 kg de riz, doivent être classées comme pauvres et celles en dessous de 180 kg, comme misérables. Même selon ce critère qui permet à peine la survie physique, il y avait toujours 52% de la population rurale de

13) Selon des sources bien informées, en 1985, le nouvel ambassadeur des Etats-Unis en Indonésie, Wolfowitz, qui a la réputation d'être un expert du pays, rencontra quelques personnalités de l'opposition bourgeoise et aurait discuté librement avec elles du remplacement de Suharto par un régime plus efficace et plus présentable. Compte tenu de l'impuissance de ces cercles de généraux à la retraite et d'anciens politiciens, déçus par le régime qu'ils ont eux-même installé, ces efforts n'eurent pas de suite.

14) 1 dollar = environ 1 000 rupiah (avant la dévaluation de 1986, actuellement, 1 dollar = environ 1 700 rupiah).

Java qui vivait en dessous du seuil de pauvreté en 1976 (15).

Plus de la moitié des villageois ne mangent jamais de viande, sauf du poulet, un tiers ne pouvant même pas se l'offrir. De même, un tiers de la population n'a pas les moyens d'acheter des œufs. Si la "révolution verte" a permis à l'Indonésie, pour la première fois depuis des dizaines d'années, d'être au milieu des années 80, auto-suffisante du point de vue de la production de riz, elle a néanmoins détruit beaucoup de ce qui restait de l'assistance mutuelle entre villageois et a accentué la prolétarisation à la campagne.

Pauvreté dans les campagnes

Les arrangements de partage de la récolte, au moment de la collecte du riz, tout comme les méthodes traditionnelles de travail intensif au moment de la récolte, ont largement été abandonnées au profit du travail salarié et de méthodes de récolte plus efficaces. Alors qu'autrefois un grand nombre de paysans sans terre, ou presque sans terre, auraient trouvé un travail saisonnier au moment de la récolte et reçu en échange un tiers de la récolte, aujourd'hui, la récolte est faite par des paysans salariés et qui sont payés l'équivalent d'environ 10% de la valeur de la récolte. Il est difficile de savoir si en termes absolus, le niveau de vie du prolétariat et des pauvres des villes et des campagnes a chuté durant le régime de Suharto, alors que la situation était déjà déplorable sous Sukarno. Mais on peut dire sans crainte de se tromper que la part relative de leurs revenus dans la richesse de la nation a décru fortement, et que même les petits acquis de certains secteurs (fonctionnaires, travailleurs du pétrole) sont à présent en train de disparaître au moment où le régime essaye de faire payer aux masses la dette extérieure, avec sa politique d'austérité inspirée par le Fonds monétaire international (FMI).

La crise économique, le chômage et le fractionnement de la classe ouvrière montrent déjà que les conditions dans lesquelles les masses exploitées doivent lutter, même pour les revendications les plus élémentaires, sont extrêmement difficiles. Pourtant les raisons les plus décisives limitant la combativité sont la brutale répression lancée par le régime contre toute tentative d'amélioration de la situation matérielle par l'action collective, plutôt que par le biais des organismes officiels d'arbitrage des conflits du travail et autres canaux officiels. Sans parler des droits politiques élémentaires qui restent à conquérir, il faut aussi rappeler l'atomisation complète des travailleurs et des paysans, suite à la destruction de leurs organisations en 1965-1966 (16). La campagne de répression menée par les fascistes et les militaires, et qui a atteint les dimensions d'un génocide dans certaines régions rurales du centre et de l'est de Java, où des villages entiers, considérés comme des places fortes du BTI/PKI, ont été pratiquement dépeuplés, a été une expérience traumatisante.

Pourtant, même dans ces conditions, les conflits du travail ne sont pas rares. Les revendications portés par les travailleurs dans leurs luttes varient selon le cas : mouvements contre des licenciements, ou demandes de dédommagement dans le cas où la lutte contre les licenciements ne peut gagner ; revendications d'augmentation de salaire ; création, ou augmentation de primes (à la production, prime annuelle pour la fête du "Lebaran" à la fin du Ramadan) ; conditions de travail, etc. Les formes d'actions sont également variées. Elles vont de réclamations (enregistrées au service de conciliation des conflits du travail), de protestations collectives, aux manifestations et à la grève.

Les réactions des patrons ainsi que de l'appareil d'Etat varient également. Le principe général est d'éviter que le conflit ne se prolonge, et que ne se développe une dynamique où les travailleurs prendraient confiance en eux-mêmes, acquerraient une expérience, avec cristallisation d'une direction. Pour cela, l'entreprise concernée est parfois amenée à faire des concessions mineures, mais à partir de ce moment, les travailleurs sont menacés d'être considérés comme *"manipulés par des éléments politiques"* (c'est-à-dire des communistes) et d'être réprimés, au cas où ils continueraient leur action.

Dans d'autres cas le conflit se termine par une répression sans ménagement, comme pour les 800 travailleurs de l'entreprise PT United Can Company, à Djakarta, qui ont été collectivement licenciés par le ministre du Travail, l'ex-amiral Sudomo (l'ancien chef du fameux *"commandement pour la restauration de la sécurité et de l'ordre"*, le Kopkamtib, responsable d'une partie des massacres qui ont suivi le coup de 1965), après plusieurs manifestations et piquets de grève. Cette stratégie du régime a pour l'instant empêché le développement de formes d'organisation, même embryonnaires. Même au niveau de l'entreprise, il n'y a pas de cas connu où les travailleurs d'une même entreprise aient pu lancer deux fois une action avec la même direction. Compte tenu de la surveillance étroite des conflits du travail par les militaires et les services secrets, surtout en cas d'agitation, il sera extrêmement difficile de changer cela.

La collecte traditionnelle du riz par des saisonniers, avec le petit couteau ani-ani *a disparu au profit de récolte à la faucille par des paysans salariés.* (DR)

Les conditions de lutte

Pour montrer à quel point il est difficile de s'organiser, il faut savoir que les travailleurs sont parfois obligés de partir en lutte pour obtenir la reconnaissance d'une section d'entreprise de la centrale syndicale jaune, FBSI, soutenue par le régime. Certaines luttes peuvent tout de même déboucher sur des résultats limités. Mais la situation économique actuelle place les travailleurs dans une position plus difficile qu'il y a une dizaine d'années, où des grèves surgissaient pour la première fois sous le régime de l'Ordre nouveau et où de grandes grèves, comme celle de la compagnie pétrolière Caltex, pouvaient être gagnées. D'un autre côté il reste à voir si l'industrialisation dans laquelle le régime s'est lancé, pour remplacer les pertes subies dans le secteur pétrolier, créera un prolétariat industriel plus stable et plus qualifié qui sera en meilleure position pour développer des luttes.

En ce qui concerne le prolétariat rural et les paysans pauvres, leur situation a tendance à être encore pire. Les actions

15) La population des "îles extérieures" dont la densité est plus faible est en meilleure position avec un pourcentage de 29% de la population en dessous du seuil de pauvreté. Cependant leur situation s'est également probablement détériorée ces dernières années car de vastes zones de forêts tropicales pauvres ont été cultivées par des émigrés avec des résultats désastreux, en particulier à Kalimantan.

16) En premier lieu la fédération syndicale SOBSI (Sentral Organisasi Buruh Seluruh Indonesia : Congrès de tous les syndicats), à laquelle tous les syndicats étaient affiliés, et l'organisation paysanne BTI.

La question agraire est particulièrement délicate en Indonésie (DR)

qu'on a appelé unilatérales (*aksi sepihac*) et qui ont été lancées par les partisans du BTI dans leur lutte pour la mise en œuvre de la loi de réforme agraire de 1960 (*Undang-Undang Pokok Agraria* : loi cadre sur l'agriculture), ont déclenché le courroux de l'élite rurale. Celle-ci s'est organisée en groupes islamiques qui ont dirigé la campagne anti BTI/PKI dans les campagnes, de manière parfois plus sauvage que l'armée. Les luttes des paysans pauvres, selon les maigres informations disponibles, sont moins fréquentes que celles des travailleurs industriels, en général défensives et portent sur des questions comme les primes d'expropriation pour les terres utilisées par des projets gouvernementaux, les problèmes créés par la pollution ou l'élection des chefs de village.

La question agraire

A part les quelques cas où des groupes de défense des droits de l'Homme en ont assuré la publicité ou ont même essayé de créer une mobilisation internationale, ces luttes sont en général arrêtées rapidement par les menaces que font peser les militaires locaux. La campagne indonésienne, particulièrement à Java, est sous le contrôle étroit de l'armée qui est omniprésente jusqu'au niveau du village. Pour que la campagne soit encore mieux contrôlée, même les deux partis créés par le régime lui-même (17) ne sont pas autorisés à mener des campagnes électorales au-dessous du niveau de la capitale de district. Seule l'organisation corporative gouvernementale GOLKAR (dominée par l'armée et les fonctionnaires) y est habilitée (18).

La question agraire en Indonésie est particulièrement délicate à cause des difficiles conditions démographiques et écologiques. Les deux-tiers de la population indonésienne sont concentrés sur les trois îles de Java, Madura et Bali, qui ne représentent guère plus de 7% du territoire. La surpopulation dans les campagnes de Java a atteint un degré tel que l'on ne peut avancer un mot d'ordre comme *"la terre à ceux qui la cultivent"*. La situation est compliquée encore par le fait que les coopératives paysannes — dont la formation est évidemment impérative, dans des conditions où la redistribution de la terre sur une base individuelle n'aboutirait qu'à la création d'unités extrêmement petites, insuffisantes pour fournir un revenu décent à une famille paysanne — ont été utilisées comme moyen supplémentaire d'exploitation des paysans pauvres, discréditant ainsi profondément l'idée de coopérative en général.

Entre-temps les résultats désastreux des projets de transmi-gration à grande échelle, impliquant des centaines de milliers de paysans qui ont été installés à Kalimantan (Bornéo), au sud de Sumatra, à Sulawesi (Célèbes) et en Papouasie occidentale (partie occidentale de la Nouvelle Guinée, actuellement occupée par les forces indonésiennes), ont montré que la question ne peut jamais être résolue par la colonisation d'espaces prétendument "vides". Comme des études agronomiques et écologiques l'ont montré, le "vide" relatif des plus grosses îles indonésiennes a, à coup sûr, des raisons écologiques.

Les sols pauvres des forêts à pluie tropicales ne supportent qu'une culture très limitée avec jachères, telle qu'elle a été traditionnellement faite par ses habitants originels. La transplantation de méthodes de culture extrêmement intensives, utilisées sur les sols volcaniques de Java, a rapidement conduit à un désastre économique, comme l'ont montré les vastes incendies de brousse qui ont détruit de considérables surfaces de la forêt tropicale de Kalimantan (19).

Pour importantes que soient les actions isolées des travailleurs ou des paysans pauvres, il y aura toujours de faibles chances de victoire et un grand danger de représailles contre les militants, tant que l'étape suivante, la construction de syndicat et d'organisations de paysans pauvres, ne pourra être franchie. Une des principales conditions pour la réémergence de telles organisations est un minimum de liberté politique permettant de prendre les premières mesures organisatrices.

La lutte pour les droits démocratiques

Les groupes légaux, qui fournissent de l'aide aux victimes des atteintes aux droits de l'Homme et qui forcent le régime à respecter au moins sa propre légalité, ont joué un rôle important ces dernières années, pour dénoncer la répression et permettre un minimum de défense. L'absence de scrupules du régime à violer même sa propre législation, dépasse souvent toutes les bornes et la publicité donnée à certains méfaits, comme ceux qui ont eu lieu depuis 1985, durant les procès de militants populistes musulmans, permet une prise de conscience. Le fait que l'on trouve parmi les bénéficiaires de ces groupes un bon nombre de travailleurs cherchant un soutien pour défendre leurs droits est un bon indicateur de l'importance et du rôle de tels groupes. Comme ils travaillent soit sous la protection de personnages politiques connus pour leur anti-communisme, soit sous celle d'organisations religieuses, il n'est pas facile pour le régime de prendre des mesures sévères contre elles.

Ces dernières années, parmi les associations musulmanes non-gouvernementales, en particulier après la violente répression lancée contre les militants musulmans en 1984, la rancœur contre Suharto s'est amplifiée, et des thèmes comme la justice sociale et les droits politiques jouent un grand rôle dans les aspirations de bon nombre d'entre elles. La soumission des plus vieux dirigeants du PPP et leur aptitude à accepter humiliation sur humiliation de la part de Suharto et de ses acolytes, a produit un certain désenchantement chez les jeunes militants. La récente protestation audacieuse de l'organisation étudiante Muhammadiya contre l'interdiction de cer-

17) Au début des années 70, les partis musulmans ont été contraints de fusionner en un seul parti, le Partai Persatuan Pembangunan (PPP ou P3 : Parti du développement unifié), alors que les partis laïques nationalistes et les plus petits partis chrétiens furent obligés de former le Partai Demokrasi Indonesia (PDI : Parti démocratique indonésien).

18) Comme beaucoup d'autres lois répressives, cette interdiction est inspirée de la politique du régime colonial hollandais, qui essaya par toutes sortes de règlements, et par la répression des militants nationalistes, de maintenir le mouvement anti-colonialiste des années 20 et 30 en dehors des villages.

19) Il faut souligner qu'une des principales raisons pour le maintien d'une politique de transmigration, presque sans effets du point de vue démographique, est la volonté du régime Suharto de rendre certaines régions peu peuplées plus facilement contrôlables par la colonisation, et de détruire les bases de futurs mouvements régionaux de guérilla. La jungle de la région frontalière entre la Malaisie et l'Indonésie, notamment, a été la principale base de la lutte armée des forces restantes du PKI, jusqu'à la moitié des années 70.

Il n'est donc pas surprenant que les projets de transmigration du régime Suharto aient reçu d'énormes aides financières de plusieurs pays impérialistes et de la Banque mondiale. Une campagne assez importante a été lancée ces dernières années par des groupes de défense des droits de l'Homme et des mouvements écologiques contre la destruction des richesses naturelles de l'Indonésie au nom du profit et de la contre-insurrection.

tains écrits de l'écrivain de gauche Pramoedya Ananta Toer, semble être une claire indication de cette tendance (20).

La résistance obstinée de certains groupes d'une autre organisation d'étudiants islamiques, la HMI, contre la scandaleuse loi sur les associations qui stipule que l'idéologie d'Etat du "Pancasila" (21) doit devenir le seul principe organisationnel de toute organisation, en est un autre exemple.

Les groupes de citoyens qui suivent de près les problèmes de pollution ou qui défendent leurs droits contre les projets gouvernementaux (indemnisations pour la terre, etc.) deviennent plus nombreux. La législation sévère que le gouvernement a promulgué il y a quelque temps contre les organisations sociales montre qu'il est conscient du danger que représente leur développement.

Le mécontentement des masses envers le régime s'est bien manifesté durant la campagne électorale de 1986, où il y a eu d'immenses rassemblements du PDI, en général associés à la figure de l'ancien président Sukarno, qui est toujours idolâtré, regroupant des centaines de milliers de jeunes qui ne cachaient pas leur mépris pour Suharto et son parti GOLKAR. Lorsqu'au dernier jour de cette campagne, les masses sortirent dans la rue, on aurait pu croire qu'elles contrôlaient Djakarta. Pour l'instant cela reste un rêve, mais cela montre que le régime n'est pas aussi stable qu'on le croît. D'autant plus qu'il s'agit de jeunes (constituant une majorité importante de la population) qui semblent dégoûtés par le régime et n'ont pas connu le traumatisme des assassinats de 1965-1966.

Les luttes de libération nationale

Le régime a également lancé des guerres coloniales impitoyables contre les peuples qui ne voulaient pas accepter la domination de Java. Les mouvements régionalistes des années 50, dirigés dans la plupart des cas par une droite liée à l'impérialisme hollandais ou américain (22), ont été en général condamnés par la gauche comme faisant le jeu de l'impérialisme. Même si cela peut être justifié en ce qui concerne les dirigeants, il faut souligner que le soutien populaire dont certains mouvements bénéficiaient, montre que le problème dans son ensemble ne peut se réduire à une vision de mouvements séparatistes impulsés par la CIA. Compte tenu de la très importante diversité culturelle du pays, il est évident que les droits nationaux, incluant le droit à l'auto-détermination et à la séparation du reste de l'Indonésie, sont indispensables et représentent la seule façon de se débarrasser du nouveau type d'oppression coloniale, qui s'est développé en Indonésie.

En août et septembre 1988, la question de la guerre coloniale et du génocide en cours au Timor oriental (23) est de nouveau apparue au premier plan, à l'occasion de la visite provocatrice du président Suharto et de son ministre des Affaires étrangères en Europe. Les guerres sauvages menées par le régime Suharto depuis son installation au pouvoir contre les Papous et, depuis les quatorze dernières années, contre le peuple du Timor oriental, ont fait que les aspirations du peuple de Timor, mais aussi le désir de liberté des Papous sont reconnus par les forces progressistes indonésiennes.

Le Timor oriental

Malgré une répression sauvage le mouvement de Papouasie occidentale a été capable, ces dernières années, d'élargir et d'approfondir son implantation dans la population de cette région. Au Timor oriental, il y a apparemment encore une résistance armée contre l'occupation indonésienne. Selon des reportages de la presse fin 1988, 15 000 hommes de troupe indonésiens gardent toujours ce minuscule territoire. Les forces du FRETILIN sont estimées à 500 guérilleros. Le quotidien réactionnaire hollandais *NRC Handalsblad*, du 27 août 1988, indiquait que la plupart des combattants du FRETILIN étaient prêts à capituler et qu'un seul petit groupe, dirigé par "Xanana", continuait la lutte, mais était condamné à finir dans l'isolement. Ce que ce journal a omis de dire, c'est que Xanana est le commandant en chef des forces armées du FRETILIN. Il reste à voir combien de temps encore on utilisera le chiffre magique de 500 pour évaluer le nombre de combattants du FRETILIN.

Mais en plus de ces deux cas les plus connus, de nombreuses autres nationalités de l'Etat indonésien sont aussi mécontentes du paternalisme javanais. Il y a eu récemment un renouveau des activités clandestines des nationalistes des Moluques du Sud dans les îles elles-mêmes (24), et non aux Pays-Bas où des groupes sont exilés. Les nationalistes de la province d'Atjeh (nord de Sumatra) semblent avoir reçu quelque soutien de la Libye et leur principal dirigeant, Teungku Hasan di Tiro, est maintenant responsable de l'organisation "Mathaba" créée par Kadhafi pour promouvoir son image comme soutien des mouvements de libération nationaux dans le monde. Il est difficile de savoir de quel soutien réel bénéficie le mouvement dans la région d'Atjeh, mais il ne doit pas être insignifiant, au vu des reportages sur la féroce répression qu'il subit depuis quelques années.

"Javanisation" de l'appareil d'Etat

Jusqu'ici cette région est la seule pour laquelle le régime agisse avec circonspection dans sa campagne de "javanisation" de l'appareil d'Etat car il veut éviter de réveiller l'esprit combattif des populations d'Atjeh, déjà affronté par les colons hollandais et encore démontré par le mouvement de Daud Beureuh dans les années cinquante (25).

Des reportages occasionnels dans la presse indonésienne suggèrent qu'il existe également un mécontentement considérable et une aspiration à plus d'autonomie dans d'autres régions comme Lampung (au sud de Sumatra), où les immigrants javanais dépassent déjà en nombre la population locale, ainsi que dans le sud des Célèbes.

Comme le soutien de presque tous

Il faut empêcher les exécutions !

17 membres du PKI, ou militaires sympathisants de ce parti ont été passés par les armes depuis 1985. Ils étaient détenus et condamnés depuis 15 à 20 ans. Les 2 dernières exécutions datent du 17 octobre 1988.

59 autres personnes condamnées dans le cadre des événements de 1965 sont encore en prison et 14 d'entres elles ont été condamnées à mort entre 1965 et 1971. Ils risquent donc d'être exécutés à tout instant.

Parmi eux se trouvent : Rusian Wijayasastra ; Sukatno ; Iskandar Subekti ; Asep Suryaman ; I Bungkus ; Surono ; Simon Petrus Soleiman ; Marsudi ; Nobertus Rohayan ; Anthanasius Buang . Envoyez des protestations au Président Suharto : Bina Graha, Jalan Veteran 17, Djakarta, Indonésie.

20) Le Muhammadiyah est une organisation islamique réformiste qui a été créée au début du siècle. Elle s'occupait principalement de formation et d'aide sociale et était implantée surtout parmi l'élite urbaine musulmane. Elle a toujours été plutôt à droite. Au début de son existence elle était en compétition avec l'organisation anti-colonialiste musulmane Sarekat Islam (Association Islamique).

21) "Pancasila" : "les cinq piliers", sont la croyance en *"un seul Dieu ; un humanisme juste et civilisé ; l'unité et le nationalisme indonésien ; la démocratie dirigée par une sagesse née de la consultation ; la justice sociale pour toute la population"*. Toute critique ou résistance contre le "Pancasila" (ou son interprétation particulière par le gouvernement) est considérée comme subversive, et donc, passible de la peine de mort.

22) Comme la République des Moluques du Sud (RMS), le mouvement PERMESTA, dans le Sulawesi (Célèbes) du Nord, ou le mouvement PRRI à l'ouest de Sumatra. Mais même les mouvements ayant un fort caractère islamique, comme celui de Daud Beureuh dans l'Atjeh (au nord de l'île de Sumatra), ou Kahar Muzakkar dans les Célèbes du Sud, présentent des aspects régionalistes importants.

23) L'ancienne colonie portugaise du Timor oriental s'est déclaré indépendante en novembre 1975. La lutte pour l'indépendance a été dirigée par le Front révolutionnaire pour l'indépendance du Timor oriental (FRETILIN). Quelques jours après la déclaration d'indépendance, la République démocratique du Timor oriental a été envahie par les troupes indonésiennes. En 1976, le régime Suharto annonça l'annexion du territoire, mais la résistance armée contre les agresseurs continue jusqu'à ce jour. Les massacres perpétrés par la soldatesque de Suharto ainsi que la famine généralisée qui a suivi la destruction délibérée des récoltes par les envahisseurs, ont coûté la vie à environ 200 000 habitants de Timor, soit un tiers de la population totale.

24) Malheureusement il semble qu'une partie d'entre eux a été écrasée en 1988, par les forces de répression.

25) La région d'Atjeh a été le dernier Etat indépendant à être conquis par les Hollandais au début du siècle après trente années de guerre. L'héroïque guérilla de résistance des habitants d'Atjeh a continué jusqu'à la fin des années vingt. Après s'être libérée elle-même de l'occupation japonaise à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la population d'Atjeh n'a jamais permit à l'armée hollandaise de mettre pied sur son sol durant la guerre d'indépendance.

les pays impérialistes a été l'un des principaux facteurs qui ont permis au régime de se maintenir pendant plus de vingt ans, il est du devoir internationaliste du mouvement ouvrier et de tous les anti-impérialistes de mettre fin à ce soutien. Dans ce contexte la question clé est l'aide financière — une aide pour les généraux, une charge pour les masses travailleuses d'Indonésie qui doivent payer la note — fournie par l'IGGI. Suharto a presque pu se permettre d'ignorer même de grosses campagnes, comme celle contre l'occupation par l'Indonésie du Timor oriental, ou les protestations contre l'exécution de prisonniers politiques de longue date en 1985 et 1988, tout simplement parce qu'il n'a jamais eu à craindre de véritables représailles, comme l'arrêt des crédits de l'IGGI ou un embargo sur les armes. Il est donc décisif que le soutien à l'opposition indonésienne ne se limite pas aux protestations contre la violation des droits de l'Homme — ce qui ne signifie nullement que ces campagnes ne soient pas importantes — mais frappe la dictature en faisant campagne pour la fin de l'aide financière et de la fourniture d'armes.

Solidarité internationale

Des manifestations contre l'IGGI ont été organisées pendant des années par le comité Indonésie des Pays-Bas. Beaucoup de travail reste à faire pour exercer une pression suffisante sur les gouvernements impérialistes. Les campagnes contre le soutien qu'apporte la Banque mondiale aux projets de transmigration et contre les importations de bois tropicaux précieux par certains pays impérialistes, doivent constituer d'autres axes d'intervention. Sachant que le régime s'efforce de pallier à la perte des revenus pétroliers par l'exportation d'autres marchandises, et en gardant à l'esprit les désastreuses conséquences globales de la continuelle destruction de la forêt tropicale indonésienne.

Cette campagne a déjà enregistré quelques succès et a sensibilisé une partie du mouvement écologique sur la situation en Indonésie. Enfin, et non des moindres, la campagne, principalement menée par Amnesty International et d'autres groupes de défense des droits de l'Homme, contre l'exécution de onze prisonniers politiques condamnés à mort il y a longtemps, pour une prétendue participation au coup des officiers de l'armée Sukarniste qui a permis le contrecoup de Suharto, est de la plus haute importance et pas seulement pour des raisons humanitaires (voir encadré page 19). Certains des soldats de l'ancienne garde du palais de Sukarno, qui ont attendu leur exécution pendant des années, sont les derniers témoins directs de l'implication de Suharto dans le coup d'Etat avorté du colonel Untung et de ses compagnons. ■

Mars 1989

Au milieu, Lula, candidat du PT à l'élection présidentielle (DR)

BRESIL

Métallo président ?

LES ELECTIONS présidentielles brésiliennes auront lieu en novembre prochain. Délicate échéance pour les classes dirigeantes : les plans cruzados, de rétablissement de la monnaie, ont fait faillite et l'inflation repart de plus belle, la question agraire reste explosive, le fardeau de la dette continue de peser sur les exploités. Comme dans les autres pays issus d'une dictature, l'ouverture démocratique, loin d'être consolidée demeure en sursis, l'armée et les corps répressifs se sont repliés en bon ordre dans leurs quartiers, sans être remis en cause aussi vigoureusement qu'en Argentine et en Uruguay.

Daniel BENSAID

LES DIFFERENCES sont cependant tout aussi notoires. D'une part, le Brésil est le pays dépendant d'Amérique latine dont le développement industriel propre est, sans commune mesure, le plus avancé. La bourgeoisie y est socialement beaucoup plus consistante que dans les pays andins et politiquement plus agile qu'au Mexique. Enfin, résultat de la forte expansion des années 70, un mouvement social et ouvrier indépendant s'est constitué et consolidé au cours de la transition "démocratique", concrétisé par la formation de la Centrale unique des travailleurs (CUT) et du Parti des travailleurs (PT).

Face à l'usure accélérée des deux grands partis bourgeois majoritaires et de leur personnel après une législature à la tête des municipalités et des gouvernements locaux, le PT a connu aux élections municipales de novembre 88 un succès spectaculaire, atteignant des scores supérieurs à 30% dans certaines grandes villes et remportant des mairies comme celles de São Paulo, Porto Alegre, Vitoria, et des banlieues ouvrières de São Paulo (voir *Inprecor*, numéros 280 et 285 des 23 janvier et 3 avril 1989).

Sur sa lancée, le PT a décidé de présenter Luis Inacio da Silva, appelé Lula, comme candidat aux prochaines élections présidentielles. Les sondages le créditent aujourd'hui de scores oscillant entre 20 et 30%, ce qui le placerait en seconde, voire en première position d'un scrutin à deux tours, comparable au système français.

La droite désemparée

La droite n'a plus que six mois pour trouver un candidat crédible et d'envergure nationale. Pour l'heure, Lionel Brizola, ancien gouverneur de Rio et chef de file du Parti démocrate travailliste (PDT), héritier du populisme brésilien traditionnel et affilié à l'Internationale social-démocrate, apparaît comme le seul candidat charismatique face à Lula.

Ses handicaps, cependant, ne sont pas mineurs. D'une part, s'il dispose d'implantations locales significatives à Rio et dans l'Etat du Rio Grande do Sul, il ne peut pas compter sur un appareil rodé et implanté à l'échelle nationale, ce qui, dans un pays de la dimension du Brésil est décisif. D'autre part, ancien banni de la dictature, il compte, à droite, de tenaces ennemis et aura du mal à rassembler sur son nom, au deuxième tour, tous les morceaux de cette mosaïque.

Enfin, pour se présenter comme un candidat anti-Lula efficace et donner les gages nécessaires à la droite, il est obligé, bien que déclarant se désister en faveur de Lula dans l'hypothèse d'un deuxième tour entre Lula et la droite, de radicaliser son discours contre le PT, et à travers lui contre les revendications et les mouvements sociaux. Ce qu'il a commencé à faire dans sa pré-campagne, au risque d'en payer le prix électoral.

Nouvelles responsabilités pour le PT

Le Parti des travailleurs, investi de responsabilités nouvelles, entre aussi dans une étape enthousiasmante mais difficile de son histoire. Il doit à la fois diriger des mouvements sociaux explosifs (luttes agraires, grève générale récente), démontrer une capacité de gestion différente à la tête de municipalités monstrueuses comme São Paulo, et participer avec détermination à la campagne présidentielle, avec une chance minime, mais non nulle, de succès.

Il ne peut le faire avec cohérence que sur la base d'un programme de rupture démocratique et anti-impérialiste : non paiement de la dette qui étouffe les budgets sociaux, réforme agraire radicale, indexation des salaires, réforme urbaine... Au-delà, sa capacité à tenir tête aux chantages prévisibles, aux menaces, et au sabotage dépendrait avant tout de la solidité de ses liens avec les mouvements sociaux et du prestige acquis auprès des autres peuples d'Amérique latine.

Outre la question du programme, se posera celle du désistement ou non, au second tour, dans l'éventualité d'un duel entre Brizola et la droite (la réapparition d'un vieux cheval de retour comme Janio Quadros n'est pas exclue). Dans cette hypothèse la tentation du vote "du moindre mal" sera forte, y compris dans les rangs du PT, bien que l'agressivité de la campagne brizoliste exacerbe plutôt, dans l'immédiat, le patriotisme "pétiste".

Toutes ces questions seront débattues et probablement tranchées lors de la Convention extraordinaire du PT, prévue en juin, pour donner le véritable coup d'envoi de la campagne. ■

4 avril 1989

Quel gouvernement, quel programme ?

LA RESOLUTION sur le Programme alternatif de gouvernement (PAG), adoptée par la direction du PT, a suscité un vif débat dans les rangs de ce parti. L'article suivant, publié dans le mensuel de la tendance Démocratie socialiste du PT nous en donne quelques éléments.

EM TEMPO

LE PROGRAMME alternatif de gouvernement (PAG) approuvé par le Directoire national du PT constitue un recul par rapport à la clarté des positions contenues dans les thèses de la Ve Rencontre (congrès) du parti (voir encadré). Ce recul intervient autour de trois idées clefs.

En premier lieu, les thèses de la Ve Rencontre affirment que la dynamique imprimée au gouvernement démocratique-populaire amènera l'adoption concomitante de "mesures de caractère socialiste". Les résolutions du Directoire national disent, au contraire, que le PAG impliquera des changements restant *"dans les limites du capitalisme"*.

En second lieu, les thèses de la Ve Rencontre affirment qu'un gouvernement dirigé par le PT serait un "gouvernement des forces sociales en lutte contre le capitalisme et l'ordre bourgeois". Le document du Directoire national atténue cette vision.

Enfin, alors que les thèses du Ve Congrès proposent "une rupture révolutionnaire", la résolution du Directoire parle, d'une manière plus vague, de "démocratiser l'Etat" et de "consolider la démocratie".

Une somme d'illusions

Par ses ambiguïtés et ses silences, le texte du Directoire national suggère une somme d'illusions.

La première d'entre elles : *"démocratiser la vie économique et sociale ; démocratiser l'Etat ; en finir avec la misère et les inégalités régionales et établir la souveraineté et l'indépendance nationales"*, constitue un ensemble d'objectifs qui ne peuvent être remplis par l'application d'un programme qui se situe dans les limites du capitalisme.

La seconde et la troisième illusions renvoient au rôle fondamental que le gouvernement exécutif fédéral joue dans l'ossature de l'Etat bourgeois et

Les définitions du Ve Congrès

Dans la situation politique caractérisée par l'existence d'un gouvernement qui applique un programme démocratique, populaire et anti-impérialiste, il reviendra au PT et à ses alliés de créer les conditions propices à des transformations socialistes.

Dans les conditions du Brésil, un gouvernement capable de réaliser les tâches démocratiques et populaires, de caractère anti-impérialiste, anti-latifundiste et anti-monopoliste, tâches non effectuées par la bourgeoisie a une double signification.

En premier lieu il s'agit d'un gouvernement des forces sociales en lutte contre le capitalisme et l'ordre bourgeois, donc, d'un gouvernement à hégémonie prolétarienne et qui ne sera viable qu'en cas de rupture révolutionnaire.

En second lieu, la réalisation des tâches auxquelles il s'emploie exige l'adoption concomitante de mesures de caractère socialiste dans les secteurs essentiels de l'économie et d'une politique d'affrontement contre la résistance capitaliste. Dans ces conditions, un gouvernement de cette nature, ne constitue pas la formulation d'une nouvelle théorie des étapes, qui imaginerait une étape démocratique et populaire, créant des illusions, ce qui est plus grave, dans de larges secteurs des masses, sur la possibilité d'une nouvelle phase de capitalisme, qui serait une phase démocratique et populaire. ■

dans l'accumulation du capital. Nous savons que l'équilibre des trois pouvoirs — exécutif, législatif, judiciaire — est une fiction de l'Etat bourgeois. C'est quelque chose d'encore plus fictif dans la tradition républicaine brésilienne qui est présidentialiste, extrêmement centraliste et autoritaire. Par la quantité de pouvoirs qu'elle concentre, la présidence de la République joue un rôle de liaison, de facteur d'équilibre, de centre de gravité de l'Etat bourgeois.

La présence d'un parti de caractère anticapitaliste comme le PT à la présidence de la République imprimerait par elle-même une dynamique déstabilisatrice à l'Etat bourgeois. Dans une situation de ce type, toutes les autres sphères de cet Etat entreraient en confrontation avec l'exécutif : les forces armées exerceraient des pressions pour contenir, limiter et conditionner ses actions ; le Congrès national (qui dispose d'une majorité conservatrice écrasante tant au Sénat qu'à la Chambre des députés) opposerait un véto systématique aux initiatives politiques du gouvernement central ; le pouvoir judiciaire s'appuyant sur le texte conservateur de la Constitution en vigueur s'employerait à mettre des limites à la légalité des actes du gouvernement ; les moyens de communication de masse exerceraient une pression déstabilisatrice, etc.

Pour un nouveau pouvoir populaire

La même dynamique interviendra, avec un caractère de plus grande gravité, encore, au plan économique. La présidence de la République dispose d'une série d'instruments de politique économique qui lui confère beaucoup de pouvoir en la matière. A l'éventuelle présence du PT à la présidence de la République le grand capital répliquerait certainement par la fuite des capitaux, la spéculation financière redoublée, le jeu déstabilisateur de la valse des étiquettes, le stockage des marchandises, la paralysie des investissements, etc.

L'unique manière pour un gouvernement démocratique-populaire de faire front à une telle dynamique serait d'utiliser chaque espace de légalité, chaque point d'appui institutionnel pour renforcer les bases d'un nouveau pouvoir populaire et poser les jalons d'un contrôle social croissant sur l'économie.

La campagne de Lula pour l'élection présidentielle doit préparer les masses à faire face au pouvoir déstabilisateur des grands capitalistes en cas de victoire électorale.

Cela serait-il contre-productif du point de vue électoral ? Cela limiterait-il la portée de la candidature "démocratique populaire" ? Rien n'est plus faux : jamais dans l'histoire du pays il n'y a eu de sentiment anti-élitiste, anti-corruption, anti-privilèges et anti-impunité, aussi répandu. La campagne du PT doit se mettre au diapason de ce sentiment et l'enrichir d'un point de vue de classe. La même idée doit se retrouver dans l'élaboration programmatique. Nous pouvons résumer les cinq axes essentiels définissant le profil de la campagne du parti.

Cinq axes essentiels

1) Démocratisation radicale de l'Etat et création d'une légitimité en vue d'instaurer un pouvoir populaire, par :

- une ample réforme administrative comprenant la lutte ouverte contre la corruption, les privilèges, etc;
- le contrôle social et la démocratisation des forces armées;
- l'élargissement des libertés démocratiques, y compris sur les lieux de travail ;
- le contrôle social des moyens de communication ;
- une politique résolue en faveur des droits de l'Homme, avec une large restructuration de la police et du système pénitentiaire ;
- une réforme électorale et la modification du système législatif (élection à la proportionnelle, système de chambre unique, etc.) ;
- l'annonce d'un référendum constitutionnel sur la réorganisation du pouvoir d'Etat.

2) Mise en place de conditions permettant de réorienter l'économie vers la prise en considération des besoins de la majorité de la population, par :

- le refus de paiement de la dette extérieure et la négociation de la dette interne ;
- une réforme agraire ;
- un programme spécial pour répondre à la situation sociale dramatique de la région du Nordeste ;
- une réforme fiscale ;
- la création progressive d'un secteur de contrôle social dominant dans l'économie : étatisation du système financier, du commerce extérieur, contrôle des prix des monopoles, etc.

3) Reconstruction du système d'intervention de l'Etat dans le domaine social, par une politique en faveur de l'éducation, de la santé, du logement, de la prévoyance sociale, et des sans-emplois.

4) Une politique de combat contre toutes les formes d'oppression et de discrimination par un programme en faveur des femmes, contre le racisme, de protection des Indiens, assorti des grandes lignes d'un programme écologique.

5) Une politique internationale anti-impérialiste, coordonnée tant au niveau de la dette extérieure, que du resserrement des relations avec la lutte des peuples opprimés du monde entier. ■

Em Tempo
Février 1989

La proposition du Directoire national du PT

LE PROGRAMME alternatif de gouvernement (PAG) comporte un ensemble de propositions, démocratiques et populaires, de réformes de la société brésilienne qui expriment le projet démocratique-populaire défini par la Ve Rencontre nationale du PT. Démocratiser la vie économique et sociale ; démocratiser l'Etat ; en finir avec la misère et les inégalités régionales et établir la souveraineté et l'indépendance nationales, sont les lignes maîtresses de ce programme qui doit préciser clairement ce que chaque secteur de la société peut attendre d'un gouvernement du PT.

Les travailleurs et les autres couches défavorisées de la société, de la ville et de la campagne, doivent savoir qu'ils seront les secteurs privilégiés d'un gouvernement de Lula. Les petits entrepreneurs et les autres couches moyennes, en particulier les petits producteurs ruraux, doivent comprendre qu'ils seront avantagés. Quant à la bourgeoisie, elle devra se faire à l'évidence que le PT n'est pas d'accord pour que la croissance économique se fasse aux dépens des travailleurs et de l'abandon de la lutte pour des transformations socialistes.

En même temps qu'elle se fonde sur un programme de changements, même dans les limites du capitalisme, la candidature de Lula réaffirme son profil socialiste, son caractère moderne, critique, celui d'une nouvelle classe travailleuse chargée d'espoir dans les transformations socialistes.

Le PT doit aborder le débat sur le socialisme de manière offensive, en évitant de fuir la question. Le parti vise à construire le socialisme, mais le chemin de cette édification passe par la consolidation de la démocratie, la réalisation de réformes qui accumulent des forces dans une perspective de construction du socialisme et de combat permanent contre le capitalisme. En d'autres termes, notre PAG ne contient aucune mesure de consolidation du capitalisme ou qui soit incompatible avec le socialisme, au contraire, il cherche à affirmer et à élargir les chemins de la démocratie, au travers de la lutte sociale, considérée comme essentielle pour le socialisme. ■

Vers le dixième anniversaire

DANS QUELQUES mois sera "commémoré", au Nicaragua, le dixième anniversaire du "triomphe de juillet 1979". Après la révolution cubaine de 1959, la révolution sandiniste marquait la seconde rupture profonde de la domination impérialiste dans la dite arrière-cour des Etats-Unis. L'arrivée au pouvoir du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), suite à une guerre de libération et à une insurrection populaire, ouvrait une nouvelle ère en Amérique centrale. L'essor révolutionnaire au Salvador et au Guatemala se plaçait dans le sillage du juillet nicaraguayen.

LA BRECHE

LA CONTRE-ATTAQUE des Etats-Unis et des forces réactionnaires se manifesta dès 1981, avec les premières mesures de *boycott* financier (des Etats-Unis et des organismes financiers internationaux), puis par le déclenchement des hostilités, en 1982, par une *contra*, mise sur pied par les services secrets américains, la CIA. La même année, les forces révolutionnaires subissent un lourd échec au Guatemala. Des milliers d'Indiens seront massacrés, avec le silence complice des "démocrates" qui criaient aux "atteintes aux droits de l'Homme" au Nicaragua ! Dès 1981-1982, les Etats-Unis, avec l'appui de la droite européenne, organisent la contre-offensive politique et militaire au Salvador.

Embargo économique

C'est dans ce difficile contexte régional que la révolution nicaraguayenne s'est vue contrainte d'évoluer dès 1982, alors qu'une crise économique aiguë éclatait dans le continent sud-américain et dans l'isthme centro-américain. A la saignée infligée par l'agression militaire, s'ajoute, en 1985, l'embargo appliqué par les Etats-Unis. Il paralyse et désorganise une part de la vie économique du pays. Parallèlement, est orchestrée une campagne de contre-information, à l'échelle internationale, sur le "totalitarisme" montant au Nicaragua. Son but : isoler la révolution sandiniste, réduire les quelques aides qu'elle reçoit encore de pays européens, légitimer la *contra*. Cette opération échoua partiellement, mais le tribut payé par le peuple nicaraguayen fut lourd.

Ainsi, 1985 marque le début de l'effondrement du modèle économique et social adopté en 1981, et qui reposait sur des investissements dans le système de santé et d'éducation ; des subventions pour les biens de consommation populaire ; des crédits et l'accès à la terre pour les paysans ; des programmes d'investissement — parfois peu réalistes — pour faire du secteur étatique le vecteur d'une mutation de la structure productive ; l'assurance de stimulants divers au secteur privé, décisif dans l'agro-exportation. Tout ce projet reposait sur un accès suffisant à une aide extérieure et sur une relance de la production impliquant des revenus d'exportations.

Catastrophes en chaîne

Une conjonction de facteurs peuvent expliquer l'implosion de ce projet : la guerre et le blocus ; la réduction drastique des dons et des prêts ; le paiement de la dette extérieure (elle s'élève à quelque 7 milliards de dollars, et son service absorbe actuellement 70% des revenus d'exportation) ; la détérioration des termes de l'échange (rapport entre les prix à l'exportation et ceux à l'importation) ; le déséquilibre croissant entre importations et exportations (trois à quatre fois plus d'importations que d'exportations, qui dépendent avant tout de l'agriculture, et ne peuvent s'appuyer sur aucun secteur moderne) ; la subordination des investissements effectués par le secteur privé à une question : *"qui détient le contrôle de l'appareil d'Etat ?"* ; le refus des entrepreneurs privés d'investir sur les moyen et long termes et la fuite des capitaux ; la difficulté extrême de gestion du secteur étatique.

A tout cela s'ajoutèrent des catastrophes naturelles, dont la dernière, celle du typhon Joan, en octobre 1988 (voir *Inprecor* numéro 281, du 6 février 1989). Selon la Commission économique pour l'Amérique latine, de l'ONU, les pertes directes provoquées par ce typhon s'élèvent à 840 millions de dollars, soit l'équivalent de presque quatre années d'exportations. L'aide internationale reçue par le Nicaragua pour ce désastre est inférieure de 95% à celle touchée par la Jamaïque ! Dans ce contexte, les déficits internes et externes explosent ; financés par la planche à billets, ils débouchent sur une inflation galopante. Les couches défavorisées sont fortement frappées, et les détenteurs de dollars, privilégiés. Pour un pays comme le Nicaragua — compte tenu des handicaps de départ et des effets d'une politique d'étranglement — il est difficilement imaginable de récupérer les niveaux de production antérieure à la guerre civile de 1978-1979, d'améliorer le niveau de vie des masses populaires démunies, et d'initier une mutation des structures économiques du pays, sans une allocation importante de ressources extérieures. Même un développement "autocentré", prenant en compte prioritairement les besoins fondamentaux de la population, ne peut s'effectuer, dans le contexte économique présent, en dehors d'un afflux de ressources extérieures. Sans cela, les limites des divers potions économiques, dont la définition souffre aussi des déconvenues des "économies planifiées", sont très étroites. Or, l'aide des "pays de l'Est" se fait chiche ; les bonnes relations entre Gorbatchev et l'administration américaine ne sont pas étrangères à ce sevrage.

Mesures d'austérité

Face à la catastrophe inflationniste et à la crise économique, le gouvernement vient de décider, en janvier 1989, des mesures d'austérité drastiques (voir *Inprecor* numéro 282 du 20 février 1989).

C'est un programme de "survie économique" : dévaluation accélérée ; suppression de subventions aux produits alimentaires de base ; dégraissage de l'appareil d'Etat ; réduction des crédits ; blocage des salaires et libération des prix ; arrêt de la réforme agraire ; concessions faites aux secteurs agro-exportateurs dans le domaine du contrôle des exportations. Il est difficile d'imaginer que de telles mesures n'aboutissent pas, au-delà de la contraction globale de la demande, à des transferts de revenu d'un secteur social à un autre (des pauvres aux riches), et à une polarisation des revenus entre les salariés des différentes branches.

Après le défi de la *contra,* auquel la révolution a répondu victorieusement — mais en payant un lourd tribut — se présente, avec une acuité extrême, celui de la survie économique, alors que l'intervention de l'Etat est réduite et que la participation "commune" du secteur privé et des masses populaires à "l'effort productif" se profile sous forme de point d'interrogation.

Les élections présidentielles sont avancées à février 1990, au lieu de novembre. Un nouvel affrontement politique entre le FSLN et une opposition divisée, et peu capable de polariser des forces au plan politique, s'annonce.

Après dix ans de processus révolutionnaire, le rôle des organisations populaires (OP) et leur rapport avec les institutions étatiques sont un thème de débat crucial dans la société nicaraguayenne. Ils le seront encore plus, à l'avenir, lorsque les contradictions entre les attentes populaires et la politique économique s'aiguiseront. ■

10 mars 1989

Entre base et pouvoir

DANS L'ARTICLE que nous publions ci-dessous, Luis Serra, sociologue, professeur à l'Université centroaméricaine de Managua, analyse ces différents problèmes à partir d'une enquête réalisée durant les mois de juillet et août 1988. Cet article a été publié dans la revue *Pensamiento proprio* de décembre 1988.

Luis SERRA

LA CAPACITE des organisations populaires (OP) de satisfaire les intérêts de leurs membres (voir encadré page suivante) dépend d'une série de facteurs internes, tels que la participation de ces organismes à la définition d'un plan de travail, l'efficacité même de l'organisation, les ressources disponibles, la formulation et l'exécution d'une stratégie cohérente. Mais d'autre part, cette participation dépend de facteurs externes tels que les rapports de forces sociaux dans le pays, la capacité des organisations d'influencer les décisions de l'Etat et du Parti (FSLN), ainsi que des conditions économiques et politiques nationales.

Subordination aux intérêts généraux

Au plan interne, en général, les organisations populaires ont été capables d'exprimer les revendications des secteurs sociaux qu'elles représentent. De même, elles ont suggéré des possibilités de solutions et participé activement à la mise en place de quelques-unes d'entre elles. Néanmoins, la subordination des revendications particulières de leurs membres aux objectifs généraux décidés par le Parti et le Gouvernement — entre autres, l'unité nationale, la défense et la production — a sans cesse limité leurs activités.

Cette subordination est certes explicable à partir de la perspective globale de survie du projet révolutionnaire sandiniste, placé dans une très difficile situation de guerre et de crise économique. Mais elle n'a pas été facilement acceptée par les membres de ces organisations, qui ont sérieusement souffert de ces multiples difficultés.

Contradictions

Cette contradiction a affecté la légitimité des organisations populaires, spécialement lorsque les tâches qu'elles devaient assumer, à partir des objectifs gouvernementaux, entraient en contradiction avec les intérêts immédiats de leurs membres. Par exemple : les licenciements qui s'inscrivaient dans l'exécution de la politique d'ajustement économique et qui étaient appuyés par les syndicats sandinistes ; le recrutement appuyé par les Comités de défense sandiniste (CDS) ; au Service militaire patriotique, ou dans les rangs des réservistes de l'armée, face aux attaques de la *Contra* ; la vente de la production agricole à des prix bas à l'entreprise de distribution et de commercialisation gouvernementale (ENABAS), mesures appuyées par l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG) ; les limitations imposées aux revendications ouvrières d'un salaire qui assure un revenu familial de base suffisant.

Au plan extérieur, les revendications de la base de ces organisations ont souvent reçu une réponse satisfaisante. A partir de la victoire révolutionnaire de juillet 1979, les rapports de forces étaient évidemment favorables aux travailleurs et aux paysans, et il existait une réceptivité aux revendications, aussi bien dans l'appareil d'Etat, qu'au sein du FSLN. Néanmoins, le caractère de l'économie mixte — qui attribue un poids économique considérable à la bourgeoisie et à la petite-bourgeoisie, et son correspondant au plan politique (l'unité nationale et le pluralisme) imposèrent une limite très claire aux revendications populaires en faveur d'une redistribution plus juste des revenus et des ressources.

D'un côté, les organisations populaires défendent le gouvernement révolutionnaire face à la contre-révolution et à l'opposition. De l'autre, elles critiquent ses déformations bureaucratiques et luttent pour obtenir une part plus importante des ressources étatiques par rapport aux autres secteurs sociaux. Il existe de multiples instances de l'Etat où ces organisations participent à l'élaboration de la politique et des projets concernant leurs propres secteurs. Néanmoins, cette participation est généralement, par nature, seulement consultative, et elles ne disposent que d'une position minoritaire face aux délégués du gouvernement.

L'étroite dépendance de certains organismes de base des OP face aux institutions gouvernementales, a conduit certains analystes à les qualifier de para-étatiques. Un exemple débattu concerne les coopératives agricoles et d'élevage, considérées par l'UNAG comme un de ses éléments constituants. Mais, ces coopératives, surtout celles qui sont dites prioritaires, reçoivent une assistance technique importante directe, qui est contrôlée par les institutions étatiques et le FSLN. Cela limite évidemment leur autonomie et le type d'adhésion.

L'interférence des partis

La participation directe des représentants des OP dans le pouvoir législatif, comme elle existait dans le Conseil d'Etat jusqu'en 1984, se modifia par la participation au pouvoir législatif selon le critère d'appartenance à un parti politique, suite à l'élection de l'Assemblée législative. Il découle de ce changement que les intérêts particuliers des secteurs sociaux sont subordonnés à la force des partis politiques. Certes, le FSLN a permis la légalisation d'aspects fondamentaux pour la société, au travers de la constitution de lois électorales permet-

tant l'existence des partis, des municipalités et des organes législatifs. Néanmoins, il a laissé de côté des revendications sectorielles, telles que la revendication ouvrière de réformer le code du travail, ou la demande des producteurs paysans de pénaliser sévèrement les mauvais traitements ou la violation des lois.

Parallèlement, se sont mis en place de nouveaux mécanismes de participation et de communication entre les secteurs sociaux et les OP. Il s'agit d'instruments essentiels pour créer une liaison directe entre les autorités gouvernementales et ces couches populaires. Ces tentatives de communication directe incluent divers canaux tels que les rencontres télévisées ou radiophoniques en direct avec le président de le République. On les appelle *De Cara al Pueblo, Cabilldos abiertos* ou *Linea directa.*

Les assemblées sont une autre forme de discussion publique où s'établit un échange entre les autorités et les secteurs populaires. Mais elles servent plus de moyen d'éducation et d'expression que d'instrument pour résoudre les problèmes collectifs. La faiblesse essentielle de ces assemblées réside dans le fait qu'il n'est pas donné suite aux accords et aux promesses, et surtout, dans leur incapacité à en finir avec les causes réelles des problèmes qui y sont présentés. De plus, il faut ajouter l'inefficacité des responsables intermédiaires, le bureaucratisme, le degré d'autogestion très variable, la crise économique et la guerre.

Promouvoir la participation populaire

Les OP reconnaissent le FSLN comme une avant-garde, dans la mesure où il a joué un rôle décisif dans la lutte contre la dictature de Somoza et contre l'impérialisme. Le FSLN a impulsé les OP avec un triple objectif : promouvoir la participation populaire dans la résolution des problèmes qu'affronte chaque secteur social ; développer une pépinière de responsables, et mobiliser la population dans la défense du projet révolutionnaire.

Cette relation présente des aspects plus que problématiques par le simple fait qu'une grande partie des dirigeants des OP sont membres ou candidats au FSLN, ce qui implique une double fonction, dont la délimitation est claire en théorie, mais fort obscure dans la pratique. L'analyse du contenu des discours de la majorité de ces dirigeants révèle la confusion entre le rôle du militant de parti et de dirigeant de secteurs sociaux. Cela affecte le développement supposé et le pluralisme des OP et, comme telles, leur capacité d'attirer des secteurs non-sandinistes.

Le centralisme et le "verticalisme" (système de direction de haut en bas), reconnus par le FSLN, se reflètent nécessairement dans les organisations populaires, en liant de façon indissoluble le problème de la participation aux deux types d'organismes (FSLN et OP). De plus, la hiérarchie et la discipline de parti prennent le pas sur le rôle des OP. Dès lors, les tâches et les orientations spécifiques des cadres du Parti prennent le dessus par rapport à celles qu'ils devraient assumer dans les OP. Les comités du Front (au sein des OP) assument, dans beaucoup de cas, le rôle de lieu de discussion et de décision qui aurait dû être théoriquement du ressort des organes des OP, ce qui diminue leur possibilité de développement. D'autre part, on a pu fréquemment observer le déplacement vers d'autres tâches de membres du Front travaillant dans les OP, sans tenir compte de l'opinion des membres des organismes de base, et de l'affaiblissement que cela pouvait susciter.

Revendications et directives

Le problème de l'autonomie des OP s'affirme ouvertement lorsque surgit une contradiction entre les revendications spécifiques d'un secteur social et les orientations générales du FSLN. Ne serait-ce que parce qu'il n'est pas toujours possible d'harmoniser une revendication sectorielle avec une orientation nationale. A plusieurs reprises, se sont produits des heurts entre les revendications ouvrières pour améliorer les revenus ou les conditions de travail, et les décisions sociales, de classes, et ayant pour but d'assurer la production. En 1988, alors que les nouvelles mesures économiques donnaient la priorité à la rentabilité des entreprises, et laissaient toute liberté à la loi de l'offre et de la demande, dans un contexte d'inflation galopante, les syndicats se devaient d'être plus combatifs pour la défense des postes de travail et du niveau des salaires.

La CST a proposé, sans succès, un salaire qui augmente automatiquement en lien avec l'inflation et qui permettrait de couvrir 50% des ressources de base d'une famille (calculées sur la base de 27 produits), considérant que dans chaque famille il y avait une moyenne de deux salarié(e)s. L'Association des travailleurs de la campagne (ATC) s'est profilée en luttant pour un salaire permettant l'achat de cinq produits de base suffisants pour une famille. Pour cela, l'ATC a suscité des mobilisations. Par contre, les entrepreneurs ont cherché à utiliser les revendications ouvrières pour accroître les facilités de crédits bancaires qui leur sont accordées. Quelques dirigeants du FSLN se sont opposés ouvertement à l'ATC, mais la lutte a continué et les critiques aux positions du FSLN se sont multipliées, jusqu'à celle qui l'accuse "de chercher à concilier des classes antagonistes".

Dans cette conjoncture, le commandant Luis Carrion, membre de la direction nationale du FSLN et ministre de l'Economie, déclara que le rôle du syndicat *"ne devait pas être celui de défenseur de revendications immédiates, parce qu'elles obscurcissent la conscience du travailleur et le séparent de son identité collective".* Ce dirigeant considère donc que la première tâche des syndicats ré-

Les Organisations populaires (OP)

Les statuts des organisations populaires assurent la libre-adhésion sans distinction de sexe, de religion ou d'idéologie politique, à l'exception des liens avec le somozisme. Cette ouverture a été réduite, dans la pratique, par une interprétation ambiguë de la dernière clause et il y a eu des cas où le désaccord avec le FSLN a été considéré comme une raison d'exclusion.

L'affiliation formelle est estimée entre 40 et 50% de la population totale, selon les différents secteurs sociaux. Pour l'UNAG, on compte 125 000 affiliés, pour un total de 280 000 paysans. Pour la CST, 120 000 affiliés pour un total de 214 000 ouvriers industriels et agro-industriels. Pour l'ATC, 50 000 membres pour un total de 70 000 ouvriers agricoles permanents et 70 000 temporaires. En fait, la participation réelle à ces organismes est bien inférieure, entre 40 et 50% du total des membres.

On estime qu'il existe quelque 16 000 femmes associées à l'UNAG sur un total de 125 000. Dans le secteur des coopératives rurales (2 745 en 1986), seuls 7,3% des 60 000 coopérateurs sont des femmes et celles qui occupent des postes de direction sont peu nombreuses. Une étude sur les organisations existantes, dans trois régions rurales, montre que les femmes représentent 37% des membres et seulement 19% des directions ; elles concentrent leur participation dans des organisations de type éducatif, culturel et religieux.

De plus, on a estimé que 30% des affiliés à l'ATC sont des femmes et qu'il existe un pourcentage équivalent de dirigeantes syndicales. Lors de la troisième assemblée nationale de l'ATC, des progrès importants ont été soulignés dans les domaines de l'égalité salariale, d'une indemnité pré- et post-maternité, et du respect des normes de production, fixant la journée de travail entre 8 et 10 heures. Les problèmes les plus ressentis étaient les bas salaires, le manque de crèches, le manque de moyens concernant la santé et l'hygiène sur le lieu de travail, le manque de formation technique et d'éducation sexuelle. ■

side dans l'appropriation par les travailleurs de la réalité de leur entreprise et dans l'acquisition d'une conscience de la façon particulière dont ils peuvent participer à son développement, *"dans le grand effort de défense de l'économie"*.

La situation de guerre prolongée a acquis une logique propre qui impliquait une définition particulière des relations sociales et du monde symbolique, modifiant ainsi sensiblement, dans la pratique, le projet démocratique et socialiste, bien au-delà de la volonté politique de la direction.

Les forces armées se développent rapidement dans une société qui vit en situation de guerre. Cela signifie que l'encadrement d'une grande partie de la population acquiert une "structure militaire" qui se caractérise universellement par sa nature hiérarchique.

Le phénomène de la guerre

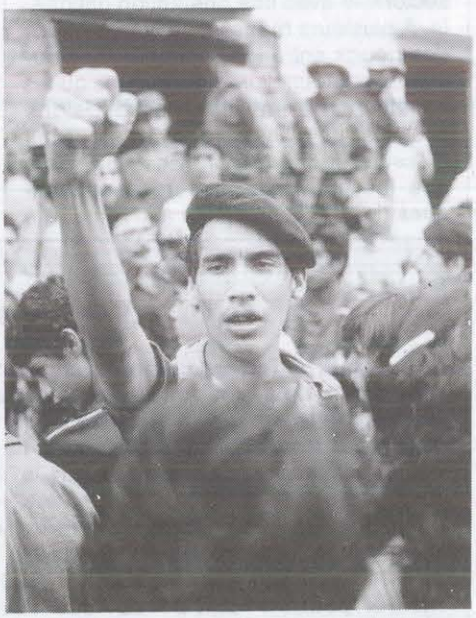
Ces répercussions s'observent au sein des OP dans la mesure où cette situation de belligérance attribue une priorité aux tâches de guerre par rapport à la défense des intérêts des affiliés des OP. Les méthodes organisationnelles sont imbibées par une logique militaire. L'utilisation de ressources pour la guerre, signifie de même, l'incapacité de satisfaire de manière adéquate les besoins matériels de la population, plus spécifiquement ceux des groupes disposant des revenus les plus bas. Cette pénurie s'ajoute à l'effort réclamé dans le travail et aboutit à une attitude de rejet du conflit militaire. Dès lors, s'affirme une opposition entre la nécessité d'impulser l'appui des OP à l'effort de guerre, et celle qui devrait maintenir le caractère de libre adhésion de ces organisations, ou encore leur rôle d'instrument devant répondre aux intérêts immédiats de leurs membres.

La guerre implique la suppression des rapports normaux, pacifiques, de lutte et de négociation entre les groupes sociaux qui s'affrontent. La polarisation politique s'aiguise à tel point que, pour les secteurs en conflit, l'alternative est simplifiée : être pour ou contre. La critique effectuée à un des belligérants est interprétée comme une contribution à l'apologie de l'ennemi. Dans un contexte de guerre, l'espace pour des projets politiques alternatifs se resserre. Les contradictions sociales secondaires sont reléguées à plus tard, pour être abordées quand sera résolue la contradiction principale entre "l'empire" (Etats-Unis) et la nation (Nicaragua). Ceci peut aboutir à un affaiblissement de la capacité d'attraction du projet d'indépendan-ce nationale, pour des secteurs sociaux qui ne trouvent aucune réponse à des problèmes qu'ils considèrent comme étant les principaux pour eux.

Dans les guerres de libération nationale, on constate la nécessité d'établir un front ample, anti-impérialiste, aussi bien pour des raisons internes (additionner toutes les forces contre l'ennemi extérieur) que pour des raisons de politique internationale (obtenir une solidarité et un appui). Néanmoins, la détérioration de la situation économique pour les secteurs les plus défavorisés, conduit à mettre en question cette large unité dans la perspective de répartir de façon plus équitable la pénurie des biens existants. Eviter les contradictions objectives en-tre classes antagonistes au travers d'une orientation politique qui donne la priorité à une large unité nationale, est un défi très difficile à relever.

Arrière-goût du passé

Si le système antérieur à 1979, reposait sur la cœrcition (dictature de Somoza), il existait aussi une hégémonie des classes dominantes qui se matérialisait à travers un tissu de relations sociales de caractère "clientéliste", ou propre à un système paternaliste de "grands propriétaires". Ces relations de subordination, spécifiques aux sociétés rurales, s'établissent, entre les secteurs dominants et les secteurs dominés, au travers d'une série de normes concernant les droits et devoirs réciproques qui se



matérialisent à travers l'échange de biens matériels et symboliques. La domination, dans ces relations, est occultée par des liens personnels et affectifs, parrainage, protections diverses, etc., qui sont intériorisés dans le modèle culturel traditionnel qui prédomine, aussi bien dans les secteurs ruraux, qu'urbains. Ces relations propres aux liens entre propriétaires et fermiers se sont étendues à divers milieux sociaux, tels que les rapports entre entrepreneurs et ouvriers, autorités politiques et citoyens, adultes et enfants, hommes et femmes, métis et indigènes, religieux et fidèles, maîtres et élèves.

Le fondement de ces relations inégales réside dans l'accès différencié au pouvoir, c'est-à-dire aux ressources économiques, politiques et symboliques. L'essence de cette relation est la subordination des classes populaires au bénéfice des classes minoritaires et dominantes. Une révolution est un processus prolongé, dans lequel la prise de l'appareil d'Etat par les représentants des secteurs populaires est un pas indispensable, mais insuffisant, pour transformer les structures du passé. La construction d'un nouveau projet social doit nécessairement se faire avec les groupes sociaux existant qui drainent avec eux l'idéologie et les pratiques antiques, bien au-delà de leur conscience immédiate et de leur volonté.

Les relations sociales anciennes possèdent une force d'inertie profonde qui tend à ce qu'elles se reproduisent sous de nouvelles formes, tant que ne se modifie pas leur fondement structurel. Les relations paternalistes ou clientélistes perdurent, tant qu'existe un accès différencié aux ressources matérielles, éducatives et politiques.

Dans divers milieux de la société politique et civile, variant dans ce cas, se répètent les arguments sur la nécessité d'une telle subordination : quelques dirigeants politiques considèrent qu'eux seuls possèdent "l'idéologie révolutionnaire" et la capacité de diriger ; d'autres, bourgeois ou petits-bourgeois, croient qu'ils détiennent eux seuls la capacité de gestion des entreprises, pour développer les forces productives du pays.

Un énorme progrès

Il est certes erroné de voir la reproduction de ces relations comme étant le résultat conscient et planifié des groupes dominants. Les attitudes de passivité, de paresse, de *"qu'est-ce que j'en sais"*, des secteurs populaires, associées à une sous-estimation de leur propre capacité et à leur conception fataliste et magique de la réalité sociale, sont aussi des facteurs de reproduction de ces relations de subordination.

Durant la première décennie révolutionnaire, avec des hauts et des bas et des limites, les OP ont fourni des canaux importants d'expression démocratique des intérêts des masses et de résolution des problèmes les plus aigus malgré le contexte défavorable imposé par la guerre, la crise économique et l'héritage du passé.

Il n'y a pas de doute sur l'énorme progrès de participation politique des secteurs populaires en comparaison avec la situation antérieure à 1979, comme il est évident qu'il reste un grand chemin à parcourir pour instaurer, à tous les niveaux, des relations sociales caractérisées par la participation égalitaire de tous les acteurs aux décisions qui les concernent. ■

Décembre 1988
Pensamiento propio
(traduction *La Brèche*)

SRI LANKA

Colvin R. De Silva est mort

UN DES QUATRE fondateurs du mouvement communiste et du mouvement trotskyste au Sri Lanka, Colvin R. De Silva vient de mourir à Colombo. Avec lui disparaît celui qui fut une des figures clé du mouvement révolutionnaire dans le sous-continent indien.

Après des études à Londres au début des années 30, où un premier contact avec un groupe trotskyste fut établi, de retour dans son pays natal, Colvin devient à la fois dirigeant du premier syndicat ouvrier du pays et du mouvement populaire pour l'indépendance nationale. Ces deux courants confluent vers la fondation, fin 1936, du premier parti indépendant de classe de Ceylan (le nom qu'avait l'île comme colonie britanique) : le Lanka Sama Samaja Party (LSSP, Parti socialiste, Parti de l'égalité). Colvin en devient le président et le dirigeant politique incontesté. Il s'agit d'un parti à influence de masse (dès 1937, il comptera deux députés), mais avec un nombre restreint de militants : une centaine lors de sa fondation, quelque 700 au moment où éclate la Deuxième Guerre mondiale.

Le LSSP adopte d'abord une position intermédiaire entre le stalinisme et le trotskysme. Mais l'orientation droitière de l'Internationale communiste (IC) fait évoluer rapidement la majorité de la direction du LSSP. Dès 1938, des contacts sont établis avec la IVe Internationale. En décembre 1939, la rupture officielle avec l'IC est consommée. La minorité stalinienne est exclue du LSSP. Elle fondera le PC ceylanais en 1943.

Après l'éclatement de la guerre, Colvin et la plupart des autres dirigeants du LSSP sont arrêtés par les autorités coloniales, réussissent à s'évader de prison et se rendent en Inde, où ils joueront un rôle clé dans la consolidation de la première section indienne de la IVe Internationale, le Bolshevik Leninist Party of India, à partir de 1943.

De retour à Ceylan, il préside, avec Leslie Goonewardene, à un essor du LSSP, reconnu par la majorité des masses laborieuses comme le principal parti ouvrier et la principale force anti-impérialiste du pays. Cette influence de masse atteint son point culminant lors du *hartal* (grève générale) de 1953, dirigé de bout en bout par le LSSP. Colvin y fait preuve d'un engagement personnel et d'un courage admirables.

Mais, à partir de ce moment-là, la stratégie de lutte pour le pouvoir du LSSP, montre des failles importantes. Les dirigeants du LSSP élaborent un concept d'*"exceptionalisme ceylanais"*, fondé sur la faiblesse incontestable — mais temporaire ! — des forces armées de la bourgeoisie. Ils croient que dès lors, la conquête du pouvoir peut résulter d'une victoire électorale. Tragique méprise : la suite des événements a transformé cette île en la partie du sous-continent indien où les conflits armés occupent la place la plus large.

Par ailleurs, une bonne partie de la classe ouvrière de l'île est composée d'ouvriers de plantation tamouls, dont seule une minorité jouit du droit de vote. Le LSSP sous-estime le caractère durable et explosif de la question nationale, qui fait que même les ouvriers tamouls qui peuvent voter préfèrent voter pour des candidats tamouls spécifiques, plutôt que de voter pour lui. Le LSSP a aussi une vue incorrecte de la nécessité d'une alliance ouvrière-paysanne (rurale) dans la partie cinghalaise du pays, ce qui l'amène à sous-estimer le poids de revendications spécifiques de la population rurale de langue cinghalaise. Résultat : lors des élections de 1957, qu'il espérait gagner, il ne sera que le troisième parti, les élections étant remportées par le parti bourgeois-libéral SFLP.

Dès lors, une crise d'orientation commence à couver au sein du LSSP, qui le fait hésiter entre un cours vers l'unité d'action extra-parlementaire, regroupant tout le mouvement syndical et de masse encore très puissant dans le pays, et un cours de collaboration de fait avec le SLFP.

Après divers péripéties, le LSSP décida de participer à un gouvernement de coalition avec le parti SFLP. Colvin et Leslie capitulèrent. Colvin devint ministre. Seule une petite minorité dirigée par Bala Tampoe s'opposa à cette capitulation et resta fidèle aux principes d'indépendance de classe, au marxisme et à la IVe Internationale.

Les conséquences de cette capitulation furent un désastre d'ampleur historique pour le Sri Lanka, pour la classe ouvrière, pour le mouvement ouvrier et pour le LSSP. En l'espace de quelques années, trente ans de conquêtes furent perdus. Même électoralement, la classe ouvrière perdit son indépendance de classe (aux dernières élections, il n'y eut plus que 3 élus se revendiquant du mouvement ouvrier). Du niveau de vie le plus élevé du sud asiatique, la classe ouvrière du Sri Lanka descendit vers un salaire réel des plus misérables. Les masses laborieuses s'entre-déchirèrent dans des conflits nationalistes sanglants. Les libertés démocratiques furent étouffées. Le LSSP lui-même n'est que l'ombre de ce qu'il fut : il a connu plusieurs scissions successives. L'une d'entre elles donna naissance au NSSP, qui tente de récupérer la tradition du vieux LSSP et qui est représenté comme le LSSP par un député au parlement.

Le gouvernement de coalition auquel Colvin a participé a commis de véritables crimes : l'accord avec le gouvernement indien sur le rapatriement à terme d'une partie des ouvriers tamouls des plantations, ce qui les exclut définitivement du droit de vote ; la répression sanglante du soulèvement des jeunes dirigé par le JVP, répression accompagnée de véritables atrocités. Ce fut donc aussi un processus de dégénérescence individuelle du vieux lion : il se cantonna davantage dans ses succès professionnels comme avocat, accumulant une grande fortune personnelle, et vivant dans un luxe qui fit scandale.

Mais comme le souligna Trotsky lors du décès de Kautsky, les marxistes ont le devoir de juger les partis et les dirigeants politiques en fonction du rôle qu'ils jouèrent pendant toute leur existence, et non seulement à partir de leur trahison, si celle-ci se produit. Dans ce sens, et malgré la sévérité du jugement qu'on doit formuler sur la dégénérescence ultérieure du LSSP et de Colvin personnellement à partir des années 60, nous n'oublierons jamais l'image de Colvin, dirigeant les foules de son pays contre l'impérialisme et contre la bourgeoisie ceylanaise en 1953. ■

(E.M.)

COLOMBIE

Rapport accablant des Nations-Unies

UNE COMMISSION des Nations Unies sur les droits de l'Homme a rédigé, pour la première fois, un rapport sur les "disparitions" en Colombie. Un groupe de travail a enquêté dans le pays durant les mois d'octobre et de novembre et a soumis son rapport début février. Ce document de 39 pages comporte d'importantes révélations concernant la responsabilité du gouvernement du Parti Libéral du président Virgilio Barco Vargas dans ces violations des droits humains.

"La protection légale des citoyens contre les abus de la force publique

semble avoir diminué. Tandis que l'imprécision des dispositions de la législation antiterroriste a augmenté le phénomène des disparitions". Telle est la conclusion du rapport des experts de l'ONU. Plus précisément encore, ce texte reconnaît que des unités des forces armées colombiennes et des services de sécurité sont directement impliquées dans ces "disparitions forcées". Largement censuré dans la presse colombienne ce rapport précise également que le gouvernement n'a absolument rien fait pour sanctionner les fonctionnaires responsables de telles atteintes aux droits de l'Homme et pour les traduire en justice.

La même commission de l'ONU a produit un autre rapport, rédigé par Amos Wako, concernant 47 pays et dans lequel le chapitre sur la Colombie comporte l'une des listes les plus longues de violations caractérisées des droits humains. En 1988 plus d'un millier de personnes auraient ainsi été assassinées par des membres des forces de sécurité et des groupes paramilitaires. Parmi les victimes l'on trouve de nombreux syndicalistes et membres de partis politiques, des paysans, des avocats, des juges et des journalistes (voir *Inprecor* numéro 285, du 3 avril 1989).

Certaines organisations non gouvernementales ont apporté leur propre témoignage sur le problème. Selon l'organisation Pax Romana par exemple, il y aurait eu 14 000 meurtres au sujet desquels aucun tribunal n'a, à ce jour, prononcé de jugement. D'après le témoignage de Carlos Eduardo Lozano, ancien directeur de l'*Instruccion criminal* (le bureau d'enquête criminelle) rapporté par Pax Romana, *"des secteurs de l'armée et de la police ont soutenu et couvert les actions des groupes paramilitaires qui ont tués des milliers de dirigeants de l'opposition, de paysans, de syndicalistes et de prêtres".*

Le gouvernement colombien s'est bien gardé de prendre en compte ces mises en accusation. Lors d'une de ses réponses écrites à une injonction de Amos Wako, il affirmait le 9 janvier dernier qu'il n'avait *"aucune information sur la possibilité que des membres des services de sécurité de l'Etat aient commis des abus d'autorité et des actions illégales".*

Le gouvernement colombien a pourtant toujours réussi à échapper à une condamnation publique, lors d'une session des Nations Unies. Cette impunité est le résultat d'une subtile tactique diplomatique des autorités colombiennes. Cela crée une situation qui encourage les exactions des groupes paramilitaires et des escadrons de la mort liés aux services de sécurité et à l'armée.

Rien qu'en janvier de cette année, 251 meurtres politiques ont été dénombrés et 30 personnes ont disparu. Une claire indication que l'année 1989 risque de voir battu l'horrible record des meurtres et exactions des années précédentes. ■

SENEGAL

Le régime de plus en plus isolé

A L'OCCASION du 29e anniversaire de l'indépendance du pays, Le 4 avril, le principal parti d'opposition, le Parti démocratique sénégélais (PDS) appelait à une manifestation dans Dakar, la capitale. Malgré cela, le PDS n'a, en réalité, rien fait pour organiser sérieusement cette initiative et sa direction est finalement restée à la maison. Pourtant, la majorité de la population de la ville est descendue dans la rue pour manifester sa volonté d'en finir avec le régime d'Abdou Diouf. Celui-ci avait évidemment interdit la manifestation et la police quadrillait le centre ville. Quelques affrontements eurent lieu et la police procéda à 180 arrestations.

Le régime sénégalais est plus que jamais discrédité. La crise économique, combinée à une corruption inouïe dans les sommets de l'Etat, a ravagé le pays (voir *Inprecor* numéro 275 du 31 octobre 1988). Tout cela pourrait paraître habituel pour un pays du Tiers-monde. Mais cela acquiert une toute autre signification sachant que le Sénégal est dirigé par un parti membre de l'Internationale socialiste et protégé par une solide présence militaire française. En effet, largement dominé par l'impérialisme français, le Sénégal d'Abdou Diouf bénéficie d'une totale protection de la part du Parti socialiste français.

Prétendue "vitrine démocratique" de l'Internationale socialiste en Afrique, ce pays n'est généralement évoqué dans la presse occidentale que comme un exemple de pluripartisme et de démocratie parlementaire. Il a pourtant été pillé sans vergogne par la classe dirigeante. Alors qu'une richesse arrogante s'affiche dans certains quartiers de la capitale, le reste de la population sombre progressivement dans la misère. Grèves et manifestations sont le plus souvent interdites ou réprimées ; 25 000 français vivent sur place, dont une bonne partie travaille dans le "business" et une autre dans l'appareil d'Etat lui-même ; plusieurs centaines de militaires français logent aux portes de Dakar.

Pratiquement tous les secteurs sociaux s'opposent maintenant au régime et la grève des enseignants de l'Université se poursuit depuis le 11 février (voir *Inprecor.* numéro 285, du 3 avril 1989). La contestation s'affirme également dans l'armée et la police. Face à cette situation, l'attitude de l'opposition apparaît comme des plus timides.

Le PDS, parti d'opposition bourgeoise libérale, se refuse à organiser les milliers de personnes qui suivent ses appels à manifester. Avec deux organisations pro-soviétiques, il forme un cartel qui se contente de réclamer un gouvernement d'union nationale avec l'actuel régime. Alors que la majorité de la population est prête à la lutte, l'essentiel de l'opposition se contente d'une vague propagande. Seuls quelques secteurs révolutionnaires, dont l'Organisation socialiste des travailleurs (section sénégalaise de la Quatrième Internationale), cherchent, avec encore de faibles moyens, à offrir des perspectives au mouvement populaire, en proposant une organisation à la base dans les quartiers, en donnant un contenu anti-impérialiste aux mobilisations, en refusant un gouvernement d'unité nationale et en participant concrètement aux diverses grèves que jusqu'à présent, le PDS refuse de soutenir. ■

EUROPE

Ah, les beaux salaires !

SAVEZ-VOUS combien gagne Jacques Delors, le président social-démocrate européen ? Non ? La bagatelle de 212 000 dollars par an. Ce salaire inclut une allocation de 16% pour le travail "à l'étranger". Le citoyen Delors, sur ce salaire, est taxé à concurrence de 32,2%, ce qui lui laisse de quoi ne pas tomber dans la misère !

Les seize autres membres de la commission ne sont pas mal lotis non plus, merci. Leurs traitements oscillent entre 172 000 et 192 000 dollars par an. Les commissaires, comme le président, touchent aussi une allocation de loisir (15 000 dollars par an pour le président, 7 000 dollars pour les commissaires), exempte d'impôt. Et, bien sûr, ils disposent d'une voiture avec chauffeur.

Les allocations de retraite sont assez coquettes également. Mais la plupart des fonctionnaires européens préfèrent la mise en disponibilité totale. Il faut dire que celle-ci leur assure jusqu'à la fin de leurs jours 70% de leur salaire, sans devoir faire acte de présence pendant les 35 années requises pour accéder à la retraite.

On comprend l'attrait que la noble mission européenne exerce sur les politiciens de tout poil. Passer quelques années à la Commission, c'est avoir la chance d'accumuler (si ce n'est déjà fait) un joli petit magot. Celui-ci permet ensuite de se lancer plus hardiment encore dans les affaires, une fois que l'on est revenu au pays. C'est ce qu'a fait l'ex-commissaire belge, Willy De Clercq, qui, ayant terminé son mandat à la Commission, vient de devenir président du holding NPM, dont le portefeuille l'an dernier, n'était que de 1,5 milliard de francs belges et a fait un véritable bond en avant. Il est évalué à présent à 35 milliards, suite à une série d'importantes augmentations de capital. NPM détient des participations significatives dans Petrofina, GBL, Pargesa, Copeba, etc.

Quand ces messieurs-là prétendent, la main sur le cœur, que les salaires des travailleurs en Europe sont trop élevés, il s'agit de prendre cette remarque avec un grain de sel... ■